



# ACCEDER AUX AMBASSADES DES ÉTATS-UNIS

Un guide destiné aux défenseurs  
des droits des personnes  
LGBTQI+

# Accéder aux ambassades des États-Unis : un guide destiné aux défenseurs des droits des personnes LGBTQI+

## Le Council for Global Equality

Le Council for Global Equality (Conseil pour l'égalité mondiale) est une association de défense des droits de l'Homme basée à Washington qui promeut l'inclusion des personnes appartenant à la communauté LGBTQI+ dans la politique étrangère des États-Unis. Ensemble, les membres du Conseil cherchent à s'assurer que les représentants des États-Unis, y compris les membres du Congrès, de la Maison Blanche, des ambassades et des entreprises Américaines, tirent le meilleur parti des pouvoirs diplomatiques, politiques et économiques dont ils disposent pour s'opposer aux violations des droits de l'homme, trop souvent commises à l'encontre d'individus en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou expression sexuelle ou encore de leurs caractéristiques sexuelles. Le Conseil s'efforce également d'accroître le soutien aux organisations LGBTQI+ étrangères en tant que contributrices essentielles au développement de sociétés civiles libres et dynamiques à l'étranger.

Le Conseil tient à remercier l'Institut National Démocratique (National Democratic Institute) pour son soutien à la publication de ce guide.

N'hésitez pas à partager, copier ou redistribuer cette publication sur n'importe quel support ou format existant et ce, à des fins éducatives ou de mobilisation, à condition de mentionner le Council for Global Equality et d'indiquer si des modifications ont été apportées au texte original. Ce document ne peut être utilisé à des fins commerciales sans autorisation écrite préalable.



# Table des matières

Quel est l'objectif de ce guide ?	1
Qu'est-ce que le Council for Global Equality ?	1
<b>CHAPITRE 1 : Quel est le rôle des ambassades des États-Unis ?</b>	<b>5</b>
Comment pouvez-vous associer à une ambassade ou un consulat des États-Unis près de chez vous pour faire progresser les droits de la communauté LGBTQI+ ?	
Les rapports sur les droits de l'homme	6
Quelques conseils pour la soumission de rapports sur les droits de l'homme	10
Quelques conseils pour la soumission de rapports sur la liberté religieuse	10
L'Envoyé spécial des États-Unis pour promouvoir les droits de l'homme de la communauté LGBTQI+	11
Comment entrer en contact avec le bureau de l'Envoyé spécial	11
Répondre aux inquiétudes : démarches diplomatiques et diplomatie privée	12
Se mobiliser pour l'égalité du mariage de personnes de même sexe	13
La diplomatie discrète et la diplomatie publique : d'un marché d'idée à une guerre des mots	14
Quelques conseils pour une mobilisation publique efficace	16
Étude de cas : le premier projet de loi en Ouganda « Kill the Gays »	17
L'observation des procès	18
Quelques conseils pour une observation efficace des procès	19
Diplomatie sanitaire mondiale	20
Assistance d'urgence : asile et fuite	20
<b>CHAPITRE 2 : Comment formuler vos demandes aux ambassades des États-Unis ?</b>	<b>22</b>
Les droits fondamentaux de l'homme	22
Les droits de l'Homme et la sécurité nationale	22
La promotion et la protection de la démocratie	23



L'État de droit	23
La politique sanitaire	23
Les efforts des États-Unis pour créer un lien entre la démocratie, les droits de l'homme et la citoyenneté LGBTQI+	24
La santé et les droits sexuels et reproductifs liés à la question de genre	25
Le soutien à la démocratie et au développement	25
La prospérité économique	25
La responsabilité des entreprises	25
<b>CHAPITRE 3 : De quelle manière les ambassades des États-Unis leur offrent-elles leur aide ?</b>	<b>27</b>
L'assistance technique	27
Étude de cas : enquête sur les meurtres de membres de la communauté LGBTQI+ au Honduras	28
Les mécanismes de financement	29
Le Fonds mondial pour l'égalité des genres	29
Comment le Fonds mondial pour l'égalité apporte-t-il son soutien ?	29
<i>Le soutien à la société civile</i>	29
<i>Le Fonds des ambassades locales</i>	29
<i>Le Fonds pour l'égalité des droits en action</i>	29
<i>L'aide d'urgence</i>	30
<i>La programmation en matière de droits de l'homme</i>	30
<i>Le financement local des ambassades des États-Unis</i>	31
Étude de cas : événements des Fiertés soutenus par les ambassades des États-Unis	31
Les requêtes possibles de l'ambassade ou du consulat	32
Exemples d'autres activités et projets soutenus par les ambassades des États-Unis dans le monde entier	32
L'Agence américaine pour le développement international (USAID)	32
Comprendre les possibilités de financement et de partenariat de l'USAID	33
Pourquoi contacter l'USAID ?	33
Comment contacter l'USAID ?	34
La protection des bénéficiaires contre la discrimination	34
Signaler une discrimination dans les programmes de l'USAID	34
Le Plan présidentiel d'urgence d'aide à la lutte contre le SIDA (PEPFAR)	34



Les programmes de visiteurs internationaux	36
IVLP à la demande	36
L'initiative pour les jeunes leaders africains (YALI) : bourse Mandela Washington	37
Le prix international de la femme de courage décerné par le secrétaire d'État	37
<b>CHAPITRE 4 : Comment les ambassades sont-elles organisées ? À qui s'adresser ?</b>	39
L'ambassadeur des États-Unis	39
Audiences de confirmation du Sénat pour les ambassadeurs : une opportunité de consigner la mobilisation en faveur de la communauté LGBTQI+	39
Guide des fonctions de l'ambassade des États-Unis	40
<i>Les affaires et rapports relatifs aux droits de l'homme</i>	40
<i>Les événements publics et les réponses aux médias</i>	40
<i>Les problèmes d'égalité sur le lieu de travail</i>	40
<i>Les problèmes de visa</i>	40
Stimuler le gouvernement des États-Unis dans les espaces multilatéraux pour soutenir les programmes locaux en faveur de la communauté LGBTQI+	41
<b>CHAPITRE 5 : Quand les choses tournent mal</b>	43
Lorsque les militants américains répandent la haine	43
Interdiction de voyager à l'étranger aux extrémistes américains	43
Lorsque vous avez perdu le contact avec l'ambassade des États-Unis	44
Lorsque l'ambassade des États-Unis se cache derrière le principe « Ne pas nuire »	45
Lorsque les politiques américaines nuisent aux coalitions et aux programmes	45
Lorsque les établissements financés par les États-Unis font preuve de discrimination à l'égard des membres de la communauté LGBTQI+	46
Lorsque les événements de l'ambassade liés notamment aux Fiertés engendrent des réactions négatives	46
Étude de cas : lorsque la diplomatie tourne mal	47
<b>CHAPITRE 6 : Conseil final</b>	48
<b>Annexe A : Sujets de préoccupation majeurs pour l'administration</b>	50
Décriminalisation	50
Pratiques de thérapie de conversion	50
Liberté d'expression et d'association	51
Crimes de haine, examens anaux forcés et torture	52
Violations à l'encontre des intersexes	52



<b>Annexe B</b> : Ressources majeures et modèle de correspondance	54
Exemple de courriel adressé au responsable des rapports sur les droits de l'homme à l'ambassade des États-Unis	55
Modèle de document d'information destiné au responsable des droits de l'homme de l'ambassade des États-Unis dans la « République d'Oz »	56
Évolution des droits de l'homme des personnes LGBTQI+ au sein de la « République d'Oz »	56
<i>Statut légal</i>	56
<i>Contexte social actuel</i>	57
<i>Médias</i>	58



### Le président Joe Biden

« Mon Gouvernement a pour politique de lutter contre la discrimination illégale envers les personnes appartenant à la communauté LGBTQI+ ainsi que leur famille, d'éliminer les inégalités qui leur portent atteinte, de défendre leurs droits et d'assurer leur sécurité et d'adopter une approche globale visant à concrétiser pleinement notre promesse d'égalité envers les personnes appartenant à la communauté LGBTQI+. »

Décret présidentiel relatif à la promotion de l'égalité pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer et intersexes.

Juin 2022



### Antony Blinken

Secrétaire d'État

« Il n'est pas suffisant de défendre les droits de la communauté LGBTQI+ au niveau national. Nous devons poursuivre nos efforts et nous continuerons à défendre l'égalité des droits dans le monde entier en partenariat avec les militants locaux ainsi que les communautés locales. Les droits de l'homme sont également au cœur de notre soutien à la démocratie dans le monde, étant donné que tout système dans lequel certains groupes sont traités comme inférieurs, comme des citoyens de seconde classe dotés de moins de droits et de protections, représente fondamentalement un système vicié. »



### Jessica Stern

Envoyée spéciale

« Mon rôle consiste à diffuser le message du Gouvernement concernant les personnes appartenant à la communauté LGBTQI+ dans le monde, et celui-ci est assez simple. Nous avons de la considération pour vous. Nos amis, voisins et collègues membres de la communauté LGBTQI+ sont nos semblables, et nous ne cesserons jamais de travailler pour vous garantir la sécurité, la dignité et les droits de l'homme que tout un chacun mérite. »

Déclaration à l'occasion du Mois des Fiertés

Juin 2022





### Kenita Placide

Directrice exécutive,  
Alliance des Caraïbes  
orientales pour la  
diversité et l'égalité

« Notre périple vers l'égalité n'a pas toujours été facile ni évident. Lors du développement de notre stratégie de contentieux, qui englobe le dépôt des dossiers, une stratégie de communication, une trousse de sensibilisation, des éléments d'auto-thérapie et des plans de sécurité, le soutien de l'ambassade des États-Unis ainsi que du Département d'État des États-Unis a été indéniable. Le rapport annuel sur les droits de l'homme publié par l'ambassade des États-Unis, pour lequel nous avons été consultés, a permis de faire entendre notre voix. Le Fonds mondial pour l'égalité géré par le Département d'État des États-Unis a soutenu la recherche, le renforcement des capacités et les frais généraux par l'intermédiaire de la Fondation panaméricaine de développement. Dans le monde d'aujourd'hui, ce dialogue est toujours ouvert, donne des résultats et permet de meilleurs partenariats et collaborations. »



### Thato Moruti

Directeur général de  
l'ONG Lesbiennes, gays  
et bisexuels du Botswana  
- LEGABIBO

« L'ambassade des États-Unis a joué un rôle déterminant dans le renforcement du mouvement au Botswana. Celui-ci a été crucial pour notre enregistrement en tant qu'organisation ainsi que pour notre jurisprudence de dépénalisation. Leur amitié a permis aux membres de la communauté LGBTQI+ du Botswana de faire entendre leur voix en finançant le premier projet de groupes de soutien de LEGABIBO. Grâce au soutien de l'ambassade, d'autres agences américaines et d'autres partenaires comme le CGE (Council for Global Equality), nous nous sommes développés en tant qu'organisation et cela nous a permis d'encadrer le mouvement LGBTQI+ au Botswana ainsi que dans la région en général. LEGABIBO a joué un rôle précurseur. Grâce à ce soutien, il a servi de modèle aux organisations LGBTQ+ au Botswana. »







Jennifer Lu

Campagne pour l'égalité à Taïwan

« Les États-Unis représentent un allié de poids et n'ont jamais cessé de soutenir la communauté LGBTQI+ ici. Les responsables américains nous écoutent, participent à des événements locaux et expriment publiquement leur soutien lorsque nous demandons de l'aide pour attirer davantage l'attention sur nos problèmes et accroître la sensibilisation. Ils essaient également d'aider les groupes LGBTQI+ à établir de meilleures relations avec les groupes LGBTQI+ aux États-Unis. De plus, les programmes d'échange américains du Département d'État offrent aux militants LGBTQI+ de Taïwan d'excellentes opportunités d'en apprendre davantage sur la réflexion stratégique et le développement durable. Il ne fait aucun doute que les responsables américains ont contribué largement au soutien de nos organisations locales à Taïwan et ont exprimé ouvertement leur respect pour les militants locaux en suivant notre exemple pour créer une atmosphère ouverte à la coopération. »



## Quel est l'objectif de ce guide ?

Ce guide a été élaboré par une organisation non-gouvernementale (ONG) basée aux États-Unis, le Council for Global Equality (CGE), à l'intention des ONG non basées aux États-Unis. Il constitue une ressource pour nos collègues défenseurs des droits de l'homme à l'échelle internationale qui partagent notre mission visant à encourager les ambassades des États-Unis à soutenir le respect des droits fondamentaux de l'homme pour tous les individus, indépendamment de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou expression sexuelle, ou de leurs caractéristiques sexuelles, et qui visent à établir une relation productive avec l'ambassade des États-Unis dans leur pays.



## Qu'est-ce que le Council for Global Equality ?

Le Council for Global Equality est une ONG de défense des droits de l'homme basée à Washington qui encourage les États-Unis à s'exprimer plus clairement et fermement quant aux préoccupations internationales en matière de droits de l'homme de la communauté lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes (LGBTQI+). Le Conseil se concentre sur les opportunités que présentent la politique étrangère des États-Unis ainsi que son impact pour la communauté LGBTQI+ à l'étranger. En tant que défenseurs américains des droits de l'homme, nous veillons à ce que ceux qui représentent les États-Unis, comme les membres du Congrès, de la Maison Blanche, des ambassades et entreprises des États-Unis, tirent le meilleur parti des pouvoirs diplomatiques, politiques et économiques dont ils disposent pour s'opposer aux violations des droits de l'homme, trop souvent commises à l'encontre d'individus en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou expression sexuelle ou encore de leurs caractéristiques sexuelles.

Le Conseil s'efforce également d'accroître le soutien aux organisations LGBTQI+ étrangères en tant que contributrices essentielles au développement de sociétés civiles libres et dynamiques à l'étranger, qui, selon nous, est, non seulement, dans l'intérêt national des États-Unis, mais également d'un monde de plus en plus interconnecté. En tant que citoyens des États-Unis, nous sommes convaincus que les autres pays qui s'efforcent de protéger les droits de tous leurs citoyens, y compris les membres de la communauté LGBTQI+, constituent des partenaires mondiaux plus solides pour les États-Unis, et que des sociétés véritablement inclusives permettent d'améliorer les perspectives de stabilité, de progrès économique et d'égalité.

Cliquez [ici](#) pour en savoir plus à propos de nos membres organisationnels.

Ce guide constitue un manuel de référence pour les militants LGBTQI+ et les ONG. Son but est de les aider d'abord à comprendre le fonctionnement des ambassades des États-Unis. Ensuite, de leur préconiser d'une part la méthode à suivre pour accéder à l'assistance des États-Unis, y compris l'assistance technique et financière et d'autre part, la méthode pour formuler les demandes de manière attrayante en tenant compte des priorités stratégiques des États-Unis. Le guide met également en avant les limites du soutien de l'ambassade des États-Unis ainsi que la réaction hostile potentielle dans certains environnements hostiles. En présentant à la fois les opportunités et les pièges potentiels de l'engagement des ambassades des États-Unis et les mettant en évidence par des exemples concrets, le Conseil vise à fournir à la fois les informations et le contexte qui permettront aux défenseurs des droits de l'homme de décider par eux-mêmes s'ils souhaitent se rapprocher des ambassades des États-Unis en tant que partenaires dans leur travail.



***Ce guide constitue un manuel de référence pour les militants LGBTQI+ et les ONG destiné à les aider à comprendre le fonctionnement des ambassades des États-Unis, la méthode à suivre pour faire appel aux diplomates américains afin de soutenir leurs objectifs en matière de droits de l'homme, la méthode à suivre pour accéder à l'assistance des États-Unis, y compris l'assistance technique et financière et la méthode à suivre pour formuler les demandes de manière attrayante en tenant compte des priorités stratégiques des États-Unis.***



Il est important de noter que le Conseil propose ce guide avec la plus grande humilité, tout en reconnaissant le combat incessant devant toujours être mené (et gagné) pour la réalisation de l'égalité, ici, aux États-Unis. En effet, les perspectives énoncées dans ce guide sont, en grande partie, fondées sur nos propres batailles nationales permanentes pour plus de sécurité, d'opportunités et de reconnaissance envers la communauté LGBTQI+ des États-Unis, y compris la récente régression dans la reconnaissance de ces droits pour les transgenres américains. Notre désir d'établir davantage de liens entre notre lutte nationale pour l'égalité et la défense des institutions démocratiques aux États-Unis et celles de nos collègues ailleurs dans le monde y est inclus. La puissance disproportionnée dont bénéficient les États-Unis ainsi que l'ampleur de

son engagement diplomatique dans le monde rendent impératif notre alliance, en tant qu'ONG basée aux États-Unis, à des défenseurs mondiaux tentant de nouer un dialogue avec le gouvernement des États-Unis.

Nous reconnaissons également que les cycles politiques aux États-Unis continueront d'avoir un impact sur l'accueil que reçoivent les défenseurs des droits de la communauté LGBTQI+ de l'ambassade des États-Unis dans leur pays. Chaque administration présidentielle donne la priorité à des objectifs légèrement différents en matière de droits de l'homme ainsi qu'à des stratégies légèrement différentes pour atteindre ces objectifs. L'administration Trump a, sans surprise, pris des mesures sans précédent pour affaiblir les fondements mêmes des droits de l'homme en attaquant les institutions, les normes et les traités relatifs à notre mouvement. Les défenseurs efficaces adapteront leurs demandes selon les matières qui s'accordent le plus efficacement avec la vision du président au pouvoir. Il est à noter que les demandes qui ont atterri dans l'oreille d'un sourd au sein de l'administration Trump reçoivent aujourd'hui une attention particulière avec l'administration Biden. ([Consulter le chapitre 2 : Comment formuler vos demandes aux ambassades des États-Unis.](#))

Cependant, même sous la présidence de présidents américains relativement hostiles, un certain soutien politique et financier est toujours possible. Le Fonds mondial pour l'égalité, qui a pour objectif de financer les besoins mondiaux de la communauté LGBTQI+ par l'intermédiaire du département d'État des États-Unis, a connu une expansion à la fois dans la taille de ses engagements en matière de financement ainsi que dans la portée et la diversité de ses programmes financés sous l'administration Trump. Les États-Unis ont également continué à participer au « Groupe restreint de l'ONU » en tant que nations qui soutiennent les droits de l'homme de la communauté LGBTQI+ au sein des Nations Unies (ONU). De plus, les États-Unis sous l'administration Trump sont également restés l'un des principaux intervenants au sein de la Coalition pour les droits égaux, une coalition intergouvernementale de 40 gouvernements et d'importantes organisations de la société civile qui travaillent ensemble pour protéger les droits de l'homme des personnes membres de la communauté LGBTQI+ à travers le monde.

Il convient également de reconnaître, encore une fois en toute humilité, que l'engagement des ambassades des États-Unis, en ce qui concerne ces questions, représente un changement relativement récent et encore irrégulier de la politique étrangère américaine, ayant progressé de manière significative sous l'administration Obama, puis ayant considérablement reculé sous l'administration Trump, pour ensuite accélérer et, espérons-le, se stabiliser sous l'administration Biden. Sous l'administration Trump, une confusion compréhensible s'était installée quant aux engagements des États-Unis en matière de droits de l'homme en général et une incohérence encore plus grande concernant l'importance qu'une ambassade ou un consulat particulier accordait aux questions d'égalité de la communauté LGBTQI+. Malheureusement, les ambassades américaines ne seront pas toujours cohérentes dans la façon dont elles priorisent les engagements de notre pays en matière de droits de l'homme ou de l'adhésion de notre pays aux droits des personnes membres de la communauté LGBTQI+. Nous proposons pourtant ce guide dans l'espoir d'ouvrir toutes les opportunités possibles aux défenseurs des droits de l'homme de la communauté LGBTQI+ de s'associer aux ambassades des États-Unis pour soutenir l'égalité des droits et des opportunités dans le monde.



*Veillez faire part de n'importe quel commentaire ou exemple de votre travail auprès des ambassades des États-Unis directement au personnel du Council à l'adresse suivante : [info@globalequality.org](mailto:info@globalequality.org). Nous comptons sur vos commentaires pour améliorer notre mobilisation et, à notre tour, nous sommes impatients de vous offrir notre soutien à vos intérêts prioritaires.*

Enfin, nous reconnaissons que le véritable pouvoir de changement vous incombe et incombe à de nombreux autres défenseurs des droits de l'homme qui entreprennent ces activités cruciales. Nous comprenons que le développement de liens avec les ambassades peut être intimidant, et parfois, ces relations présentent une certaine dynamique de pouvoir qui peut paraître intimidante. Néanmoins, les ambassades ont besoin des conseils, du leadership et du partenariat de la société civile dans le but de fournir un soutien significatif. De nombreux spécialistes des droits de l'homme à l'ambassade travaillent sur des questions générales de droits de l'homme, et certains sont peu ou pas du tout au courant des problèmes de la communauté LGBTQI+. Ils comptent sur les connaissances, les perspectives et le leadership des militants locaux pour fournir un soutien significatif ou établir un partenariat efficace. Vous avez la possibilité de mener à des changements au niveau local et d'assurer que des partenaires comme les États-Unis, par le biais de leurs ambassades, fournissent un soutien significatif qui répond à vos besoins au fur et à mesure que vous les identifiez et les classez par ordre de priorité.

À l'occasion de cette troisième édition de notre guide, nous renouvelons notre engagement envers la création de partenariats plus solides et plus créatifs entre les ambassades des États-Unis et les défenseurs des droits de la communauté LGBTQI+ à l'étranger. Nous sommes impatients de recevoir des commentaires et recueillir des études de cas permettant de consigner des exemples de partenariats réussis avec des ambassades des États-Unis au fur et à mesure que ceux-ci émergent ainsi que certaines précautions à prendre lorsque ces partenariats se révèlent occasionnellement contre-productif, comme cela arriverait parfois.

# 1

## Quel est le rôle des ambassades des États-Unis ? Comment pouvez-vous vous associer à une ambassade ou un consulat des États-Unis près de chez vous pour faire progresser les droits de la communauté LGBTQI+ ?

À l'échelle mondiale, les États-Unis disposent d'environ 265 postes diplomatiques et consulaires, occupés par plus de 14 000 professionnels du ministère des affaires étrangères des États-Unis.<sup>1</sup> Ces postes ont pour objectif de gérer les relations mondiales des États-Unis, en parallèle à la promotion des intérêts stratégiques des États-Unis et la coopération avec d'autres pays. Les fonctionnaires de l'ambassade relèvent du Département d'État à Washington, mais jouissent également d'une large autonomie quant à l'interaction avec les communautés locales et les soutiens offerts à celles-ci.

Le soutien aux droits de l'homme universels est un des anciens piliers de la politique étrangère des États-Unis et, comme l'a dit un jour l'ancien président Barack Obama : « les droits de la communauté LGBTQI+ s'inscrivent désormais intégralement dans notre dialogue sur les droits de l'homme dans chaque pays ». Même si dans le passé, les ambassades des États-Unis n'étaient pas proches de la cause de la communauté LGBTQI+, elles sont désormais invitées à lui tendre la main, en particulier lorsque les membres de la communauté LGBTQI+ font l'objet de violences ou sont autrement marginalisées dans leur capacité à participer à la vie politique, économique ou sociale au sein de leur propre pays. En 2021, l'administration Biden a publié un mémoire présidentiel sur la promotion des droits de l'homme des membres de la communauté LGBTQI+ dans le monde.

« **Les droits de la communauté LGBTQI+ s'inscrivent désormais intégralement dans notre dialogue sur les droits de l'homme dans chaque pays.** »

Barack Obama, ancien président des États-Unis.

Ce mémorandum s'appuie sur un mémorandum similaire publié par l'administration Obama en 2011. Le mémorandum de Biden ordonne aux départements et organismes gouvernementaux à l'étranger de veiller à ce que la diplomatie américaine et l'aide étrangère défendent et protègent les droits de l'homme des personnes membres de la communauté LGBTQI+ dans le monde entier.

Le soutien de l'ambassade des États-Unis aux droits de l'homme et droits civils de la communauté LGBTQI+ reflète, en partie, la tentative historique des États-Unis visant à soutenir les libertés fondamentales : liberté de parole, d'association et d'expression, que nous estimons être des droits pour tous dès la naissance. Ces libertés sont enracinées dans la Constitution américaine et bénéficient d'un fort soutien bipartite, même au milieu de querelles politiques controversées au sein de Washington. Plus récemment, les États-Unis ont également tenté de défendre les droits de la communauté marginalisée, estimant que des sociétés véritablement inclusives représentent de meilleurs partenaires pour faire avancer des objectifs démocratiques communs. Ils constituent également des partenaires économiques plus dynamiques.

---

<sup>1</sup> Les chiffres proviennent d'une ressource utile pouvant fournir des informations supplémentaires : Shawn Dorman (ed.), How U.S. Embassies Work: Inside a U.S. Embassy, 3rd edition (American Foreign Service Association, 2011).

Ce travail en matière de droits de l'homme n'est pas simplement la responsabilité d'un seul membre du personnel axé sur les droits de l'homme dans chaque ambassade des États-Unis. Dans leurs diverses fonctions, tous les membres du personnel de l'ambassade des États-Unis, y compris l'ambassadeur des États-Unis, doivent refléter les principes et les valeurs américaines à l'occasion de leurs activités. Mettre fin à la marginalisation et aux abus des personnes membres de la communauté LGBTQI+ est intrinsèquement lié à de nombreux objectifs plus larges que les ambassades américaines sont chargées de défendre et de faire progresser.

Les ambassades et consulats des États-Unis dans chaque pays disposent d'un certain nombre d'outils permettant d'analyser et de répondre aux préoccupations de la communauté LGBTQI+ relatives aux droits de l'homme. Ce chapitre aura pour but de parcourir les outils traditionnels utilisés par les diplomates du monde entier, en mettant l'accent sur les différentes étapes impliquées dans l'identification des violations, la discussion autour de ceux-ci, leur dénonciation et la protection contre ceux-ci.

## Les rapports sur les droits de l'homme

La première étape vers la mobilisation d'une ambassade des États-Unis consiste à persuader l'ambassade qu'il existe une opportunité ou un problème lié à d'importants enjeux en matière de droits de l'homme. L'une des meilleures façons d'y parvenir est de travailler avec les responsables des ambassades pour inclure des informations relatives aux violations des droits de l'homme de la communauté LGBTQI+ dans les rapports sur les droits de l'homme que chaque ambassade est tenue de rédiger chaque année.

Le Département d'État est tenu par la loi de présenter au Congrès un rapport sur la situation des droits de l'homme ainsi que sur la liberté religieuse dans chaque pays dans lequel un poste diplomatique ou consulaire est présent. Les rapports annuels sont des documents publics et peuvent être consultés sur le site Web des droits de l'homme du Département d'État sous les rubriques [Human Rights Reports](#) (Rapports sur les droits de l'homme) et [Religious Freedom Reports](#) (Rapports sur la liberté religieuse).



*Les rapports annuels de l'ambassade sont des documents publics et peuvent être consultés sur le site Web des droits de l'homme du Département d'État sous les rubriques [Human Rights Reports](#) (Rapports sur les droits de l'homme) et [Religious Freedom Reports](#) (Rapports sur la liberté religieuse).*

À partir de 2009, les ambassades ont été tenues d'inclure dans leurs rapports une section spécifique traitant « des abus sociétaux, de la discrimination et des actes de violence basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ». Cette section du rapport met en évidence les incidents liés à la communauté LGBTQI+ dans pratiquement tous les pays du monde. Les violations comprennent les arrestations et détentions arbitraires, les abus de la police, les viols, les meurtres, l'exclusion sociale, les obstacles à la participation politique, les discriminations en matière de pratiques sanitaires et les tendances à la discrimination dans l'emploi qui a pour résultat d'exclure les citoyens de la vie économique de leur propre pays. Plus récemment, ces rapports contiennent également des informations détaillées sur la reconnaissance de l'identité de genre, les pratiques dites de thérapie de conversion et les violations contre les personnes intersexes.

Les versions préliminaires de ces rapports sont préparées par le personnel de chaque ambassade des États-Unis à partir du mois de septembre. Ensuite, elles sont envoyées à Washington pour être vérifiées et corrigées. Nous vous encourageons à contacter le responsable des rapports sur les droits de l'homme à l'ambassade et à organiser une réunion avec ce dernier dès juillet ou août afin de lui fournir des informations destinées à être comprises dans le rapport annuel sur les droits de l'homme du Département d'État pour l'année civile en cours. Vous devriez être en mesure de téléphoner à l'ambassade et de demander à parler avec « le responsable des rapports sur les droits de l'homme ». Dans la plupart des cas, cette personne travaillera dans la section politique de l'ambassade. En tant que militant (militante) des droits de l'homme, si une réunion en personne est trop dangereuse pour vous ou votre travail, vous devrez pouvoir parler avec le responsable du rapport par téléphone, puis envoyer toute information supplémentaire par courriel pour étayer votre évaluation.



*Les numéros de téléphone de l'ambassade sont disponibles sur le site Web du Département d'État à l'adresse suivante : <http://www.usembassy.gov/>*



*Si vous rencontrez des difficultés pour contacter le responsable du rapport, vous pouvez envoyer un courriel au Council à l'adresse suivante : [info@globalequality.org](mailto:info@globalequality.org). Nous pourrions alors vous aider à établir ce premier contact.*

Veillez clairement signifier à tout le personnel de l'ambassade et au Conseil le niveau de menace perçu envers votre personne et/ou envers les autres ainsi que l'importance de maintenir la confidentialité de votre communication.

Le rapport annuel sur la liberté religieuse du Département d'État retient une définition large de la liberté religieuse, y compris le droit de changer de religion ou de rejeter toute croyance religieuse. Nous vous incitons donc à fournir toute information utile à l'ambassade concernant les institutions ou les dirigeants religieux soutenant la communauté LGBTQI+ et ayant été attaqués ou autrement entravés dans l'exercice de leurs efforts pour pratiquer leur foi ou soutenir les paroissiens membres de la communauté LGBTQI+ dans leurs ministères religieux. Nous vous incitons de même à signaler la manière dont les lois ou institutions religieuses dominantes ont eu un impact direct et négatif sur vos droits en tant qu'individu membre de la communauté LGBTQI+ ou de la communauté religieuse.

À ce jour, le rapport annuel sur la liberté religieuse a inclus très peu d'informations sur les nombreuses interdictions qui empêchent la communauté LGBTQI+ et les ministères religieux soutenant la communauté LGBTQI+ de pratiquer leur foi, y compris la décision de toute congrégation religieuse de marier les couples de même sexe ou de sanctifier leur relation. Les rapports sur la liberté religieuse ne contiennent pas non plus beaucoup d'informations sur le recours aux lois fondées sur la religion ou aux institutions confessionnelles pour persécuter les personnes membres de la communauté LGBTQI+. Nous concentrons actuellement nos efforts sur la collecte de ces informations pour documenter les futurs rapports sur la liberté religieuse. C'est pour cette raison que nous apprécierions votre partenariat pour soumettre des histoires semblables aux ambassades des États-Unis.



Que ce soit pour le rapport sur les droits de l'homme ou le rapport sur la liberté religieuse, si vous êtes en mesure de rencontrer en personne le personnel de l'ambassade, il serait judicieux d'apporter avec vous des documents qui aideront à éclairer les rapports finaux. Ceux-ci peuvent inclure des coupures de presse pertinentes, des rapports sur les droits de l'homme et un bref résumé (d'une page) de votre vision globale des développements liés à la communauté LGBTQI+ ou des perspectives de liberté religieuse au cours de l'année écoulée.

Réfléchissez aux questions suivantes :



*La situation s'est-elle améliorée pour les citoyens membres de la communauté LGBTQI+ au cours l'année écoulée ?*



*Est-ce qu'elle s'est aggravée ? Vous devez également mettre en évidence les tendances importantes.*

*Par exemple, vous pourriez constater si le harcèlement policier ou les arrestations par la police ont augmenté dans certaines villes ou régions, ou si la violence a été dirigée de manière disproportionnée contre un groupe au sein de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre, queer ou intersexe. Enfin, signalez tous les cas spécifiques de détention, d'arrestation, de meurtre ou d'autres violations auxquels, selon vous, le rapport devrait faire référence et ce, spécifiquement par leur nom et informations de contact.*

À ce stade, il est important de considérer s'il serait utile ou nuisible que l'ambassade des États-Unis cite des cas ou des incidents spécifiques dans le rapport annuel. Dans de nombreux cas, il peut être utile que le rapport fasse référence à un cas spécifique d'arrestation ou de violence, avertissant ainsi votre gouvernement ainsi que le reste du monde que le gouvernement des États-Unis suit l'affaire en question et la considère comme une préoccupation d'intérêt bilatéral en matière de droits de l'homme. Cependant, dans d'autres cas, une telle attention de la part des États-Unis pourrait s'avérer être préjudiciable à l'individu en question, et dans des cas extrêmes, cela pourrait inciter les autorités locales à augmenter la peine envers cette personne ou la détenir dans des conditions plus sévères. Vous et les autres défenseurs locaux des droits de la communauté LGBTQI+ serez les mieux placés pour décider si une mention spécifique par le gouvernement des États-Unis dans un document public, pouvant être consulté par des membres de votre gouvernement ou cité dans la presse locale, serait utile ou nuisible. Le responsable des droits de l'homme avec qui vous parlez doit être sensible à ce point et doit répondre à toute demande que vous faites soit pour mettre en évidence soit pour dissimuler des noms et des informations de contact relatif à un cas ou un incident spécifique.

Les versions finales des rapports sur les droits de l'homme sont généralement publiées à Washington en mars ou avril. Les rapports sur la liberté religieuse sont généralement publiés vers le mois de juin de chaque année. Si des mises à jour doivent être effectuées ou des incidents de dernière minute doivent être signalés, veillez à les notifier à votre contact local à l'ambassade. Si ces informations tombent en dehors des délais imparties de publication, elles pourront néanmoins être utilisées dans le rapport de l'année suivante.



*Il est également important de considérer comment vous et votre organisation pourriez utiliser le rapport du Département d'État, une fois publié, pour conférer davantage de crédibilité ou un élan de puissance supplémentaire à votre propre programme de défense local.*

Certains défenseurs des droits de l'homme de la communauté LGBTQI+ ont profité de la publication du rapport pour rencontrer des membres de leurs propres gouvernements et entamer un nouveau dialogue sur les questions relatives à la communauté LGBTQI+. Savoir que l'ambassade des États-Unis suit votre travail peut permettre de créer de nouveaux alliés, ou du moins de nouvelles opportunités de mobilisation, au sein du gouvernement. Dans certains pays, les responsables du ministère des Affaires étrangères sont devenus des alliés inattendus sur les questions relatives à la communauté LGBTQI+, étant donné qu'ils reconnaissent les conséquences d'une mauvaise réputation et les implications sur la politique étrangère de leurs pratiques nationales envers la communauté LGBTQI+. Les experts des droits de l'homme des Nations Unies consultent également les rapports et peuvent être intéressés par des réunions supplémentaires avec vous dans le but de discuter du rapport mais également des opportunités de soutenir votre travail. Ne craignez pas d'utiliser la publication du rapport comme une occasion d'entamer un dialogue avec les représentants locaux des Nations Unies, en particulier dans la perspective d'un examen périodique devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies ou d'un examen par un organe conventionnel des Nations Unies ([en savoir plus à ce sujet au Chapitre 4](#)), (en savoir plus à ce sujet au chapitre 4), ou avec tout autre défenseur national ou international des droits de l'homme qui pourrait travailler dans votre pays.

Il est important d'être conscient que la publication du rapport pourrait également avoir des implications négatives pour vous ou votre travail. En élevant les problèmes nationaux de la communauté LGBTQI+ au niveau d'une préoccupation de politique étrangère avec les États-Unis, votre gouvernement pourrait en venir à vous considérer comme une menace pour sa propre légitimité, le financement de son développement ou ses priorités en matière de politique étrangère. Vous devez vous préparer à tout, le bien et le mal, car vous seul serez en mesure d'identifier à la fois les possibilités et les risques. Si vous pensez que vous serez exposé à un risque accru de maltraitance par les autorités locales en raison du rapport sur les droits de l'homme, vous devez maintenir d'étroite relation avec l'ambassade des États-Unis au moment de la publication. Comme décrit dans le reste de ce guide, l'ambassade des États-Unis dispose d'outils diplomatiques supplémentaires qu'elle peut utiliser pour répondre aux menaces contre les droits de l'homme, et les responsables de l'ambassade sont encore plus susceptibles de déployer ces outils si vous êtes ciblé en raison de votre association avec l'ambassade.

Vous trouverez, à titre d'exemple, à l'Annexe B, un résumé d'une page sur les droits de l'homme destiné à être soumise à une ambassade.



## Quelques conseils pour la soumission de rapports sur les droits de l'homme

- *Le timing est important : contactez l'ambassade des États-Unis tout au long de l'année, en veillant à ne pas la contacter après juillet, août ou septembre, lorsque les responsables commencent à rédiger le rapport annuel sur les droits de l'homme.*
- *Apportez des copies d'articles de journaux, de rapports ou d'autres preuves permettant à l'ambassade d'invoquer plus facilement les cas que vous soulevez.*
- *Lisez les rapports des années précédentes relatifs à votre pays et réfléchissez à la manière dont ils pourraient être améliorés avant de contacter le responsable des droits de l'homme.*
- *Réfléchissez bien et préparez un bref résumé sur la manière qui, selon vous, serait la plus appropriée pour l'ambassade de décrire les « tendances de la communauté LGBTQI+ » au cours de l'année écoulée.*  
*Réfléchissez à la question de savoir si les noms ou d'autres détails pertinents relatifs à des cas particuliers devraient rester confidentiels pour protéger ceux qui ont été ciblés ou ceux qui ont recueilli les informations. Soyez très clair avec l'ensemble du personnel de l'ambassade sur les risques encourus et sur la nécessité de garder les informations confidentielles.*
- *Préparez-vous à la publication du rapport. Comment allez-vous tirer parti de votre propre travail ?*
- *Préparez-vous à tout contrecoup potentiel et maintenez le contact avec l'ambassade au moment de la publication du rapport en mars ou avril.*
- *Consultez l'exemple [« Fiche d'informations pour le responsable des droits de l'homme »](#) à l'Annexe B.*



## Quelques conseils pour la soumission de rapports sur la liberté religieuse

- *Soumettez toute information sur la liberté religieuse simultanément à la soumission du contexte général sur les droits de l'homme (voir ci-dessus).*
- *Identifier les cas dans lesquels des institutions religieuses soutenant la communauté LGBTQI+ ou des congrégations LGBTQI+ ont été ciblées, discriminées ou entravées dans leur capacité à pratiquer leur foi. Des églises, des synagogues, des mosquées ou des temples ont-ils été la cible de vandalisme ou pire ? Des services religieux ont-ils été interrompus ou des fidèles ont-ils été attaqués ? Des permis de construire, des licences d'exploitation, des allégations fiscales ou d'autres documents réglementaires nécessaires ont-ils été refusés en raison de vos convictions religieuses soutenant la communauté LGBTQI+ ?*

*Les lois religieuses existantes ont-elles été utilisées pour vous cibler ou cibler votre communauté confessionnelle ? Veuillez être très explicite en expliquant les lois et la manière dont elles sont utilisées pour limiter vos droits de l'homme et vos libertés religieuses.*

## L'Envoyé spécial des États-Unis pour promouvoir les droits de l'homme de la communauté LGBTQI+

Les États-Unis ont créé le poste d'Envoyé spécial dans le but de promouvoir les droits de l'homme de la communauté LGBTQI+ en 2015. Le diplomate Randy Berry fut le premier nommé pour occuper ce poste. L'Envoyé spécial occupe un poste de direction clé au sein du Département d'État. Le poste resta vacant tout au long de l'administration Trump. En septembre 2021, le Département d'État a nommé Jessica Stern, un porte-drapeau respecté du mouvement mondial en faveur de l'égalité LGBTQI+, en tant que deuxième Envoyée spéciale des États-Unis pour promouvoir les droits de l'homme de la communauté LGBTQI+.

Dans ce rôle, l'Envoyé spécial incite le Département d'État, les services inter-agences, la société civile, le secteur privé, les gouvernements étrangers et les universitaires à organiser des séances d'écoute et à engager un dialogue stratégique sur les droits de l'homme de la communauté LGBTQI+. Cela comprend des discussions menées avec des collègues du gouvernement des États-Unis au sein du Département d'État ainsi qu'au sein des ambassades des États-Unis dans le monde entier, des dirigeants de la société civile, des homologues partageant les mêmes idées, des militants de la cause LGBTQI+ et des interlocuteurs gouvernementaux sur la manière d'accroître le soutien aux personnes et mouvements LGBTQI+ dans le monde. Le bureau de l'Envoyé spécial collecte et analyse également les données des ambassades et des experts de la société civile pour mettre à jour les rapports annuels sur les droits de l'homme ainsi que le rapport annuel inter-agences sur la mise en œuvre du mémorandum du président Biden de 2021 visant à faire progresser les droits de l'homme de la communauté LGBTQI+ dans le monde.



Comment entrer en contact avec le bureau de l'Envoyé spécial

### Demander des réunions

Les militants peuvent demander à rencontrer l'Envoyé spécial lors de leur visite à Washington ou lorsque l'Envoyé spécial se rend à l'étranger. Ces réunions pourraient servir à informer l'Envoyé spécial de la situation sur le terrain, faire part des préoccupations ou encourager de nouveaux partenariats.

### Mettre régulièrement à jour le bureau de l'Envoyé spécial

Pour tenir l'Envoyé spécial informé des problèmes cruciaux rencontrés par la communauté LGBTQI+, les militants peuvent envoyer des mises à jour au bureau de l'Envoyé spécial par l'intermédiaire de partenaires ou directement à d'autres membres du personnel du bureau. Pour éviter de submerger le bureau avec trop de mises à jour, il est conseillé de n'envoyer que des mises à jour essentielles nécessitant un haut niveau d'attention et présentant une urgence. Les militants peuvent également envoyer des mises à jour dans une version abrégée ou par le biais de communications officielles telles que des bulletins d'information organisationnels. Vous pouvez vous adresser à l'Envoyée spéciale américaine actuelle, Jessica Stern, sous la forme abrégée « ES Stern » et elle accepte tous les pronoms. Vous pouvez envoyer un courriel au bureau de l'Envoyé spécial à l'adresse suivante : [LGBTQI@state.gov](mailto:LGBTQI@state.gov).

## Répondre aux inquiétudes : démarches diplomatiques et diplomatie privée

Les représentants de l'ambassade des États-Unis entament régulièrement un dialogue avec les représentants du gouvernement des pays hôtes concernant une variété de questions, y compris les préoccupations relatives aux droits de l'homme. Ce dialogue peut être renforcé lorsque des cas individuels alarmants ou d'autres incidents uniques se produisent, incitant ainsi le Département d'État à Washington à émettre une « démarche ». Une démarche est une déclaration diplomatique officielle du gouvernement des États-Unis que l'ambassade des États-Unis remet au gouvernement du pays hôte pour lui faire part d'une question particulière ou d'une préoccupation majeure. Par exemple, la détention ou l'assassinat d'un défenseur des droits de l'homme au niveau local, y compris un défenseur de la communauté LGBTQI+, pourrait aboutir à l'instauration d'une démarche. Étant donné que la directive vient de Washington, elle porte un message diplomatique plus fort et donne souvent à l'ambassade des États-Unis locale un poids supplémentaire contribuant à convaincre les autorités du gouvernement du pays hôte que la question pourrait avoir un impact sur les relations bilatérales, ce que le gouvernement du pays hôte pourrait ne pas reconnaître avant cette procédure.

Cependant, dans de nombreux cas se rapportant à la communauté LGBTQI+, une mobilisation diplomatique discrète (plutôt qu'une démarche) peut représenter la forme de diplomatie la plus efficace. À l'instar d'autres préoccupations en matière de droits de l'homme, une fois qu'un problème lié à la communauté LGBTQI+ devient un problème « public » entre les États-Unis et un autre pays, les autorités locales affirment souvent par défaut que les États-Unis tentent d'imposer un « agenda occidental » qui s'oppose aux coutumes ou religions locales. La diplomatie publique peut se détériorer en raison d'allégations d'ingérence inappropriée, et lorsqu'elle est liée aux préoccupations des droits de l'homme de la communauté LGBTQI+, elle peut souvent se heurter à des accusations d'agression « néocoloniale ». Si une mobilisation diplomatique discrète ne donne pas de résultats, la diplomatie publique peut être nécessaire. Toutefois, les tentatives de mobilisation diplomatique discrète représentent quasi-systématiquement une première étape essentielle et souvent l'outil le plus efficace dont dispose une ambassade.

Si l'ambassade des États-Unis au niveau locale, ou le Département d'État à Washington, n'a pas publiquement soulevé un problème, ne présumez pas pour autant que les représentants du gouvernement des États-Unis ne sont pas impliqués. Il serait utile de contacter la section politique de l'ambassade des États-Unis au niveau locale pour savoir si une mobilisation a eu lieu et pour offrir n'importe quel conseil que vous pourriez avoir sur la façon de présenter le problème ou d'encourager votre gouvernement à intervenir. Il est également essentiel de reconnaître, qu'afin de respecter l'influence exercée « dans les coulisses » de la diplomatie discrète, l'ambassade des États-Unis peut ne pas être en mesure de vous fournir des informations détaillées quant à ses contacts avec votre gouvernement à ce stade du processus diplomatique, ni même confirmer l'existence de communications à ce sujet. (Consulter le chapitre 4 du guide relatif à la façon de trouver le correspondant approprié à vos problèmes spécifiques parmi les bureaux de l'ambassade des États-Unis, ainsi qu'aux conseils sur la façon de prendre contact avec ces bureaux.)

Pour plus d'informations, consulter le Chapitre 4.



## Se mobiliser pour l'égalité du mariage de personnes de même sexe

Dans de nombreux pays qui continuent de pénaliser les relations homosexuelles, l'égalité totale en matière de mariage peut sembler lointaine et ne pas être une priorité pour la communauté locale. Cependant, la lutte pour l'égalité du mariage homosexuel gagne rapidement du terrain dans de nombreuses régions, comptant quelques victoires récentes dans des pays allant de Taïwan au Chili en passant par Cuba et sur six continents. En juin 2022, le Département d'État des États-Unis publia de nouvelles directives aux ambassades des États-Unis encourageant le soutien aux mouvements locaux pour l'égalité du mariage dans les pays où les militants plaident dans cette direction. Cette clarification politique est fondée sur le mémorandum du [président Biden de février 2021](#) sur les droits de l'homme de la communauté LGBTQI+ dans le monde et remplace une politique antérieure de « neutralité » qui interdisait aux ambassades des États-Unis d'intervenir dans les débats sur le partenariat entre personnes du même sexe.



*Freedom to Marry Global est un groupe basé aux États-Unis faisant preuve de ressources utiles pour soutenir les défenseurs engagés dans des campagnes en faveur du mariage pour tous. Il a déjà été invité par plusieurs ambassades des États-Unis pour discuter avec les mouvements locaux ou pour leur apporter un soutien.*

## La diplomatie discrète et la diplomatie publique : d'un marché d'idée à une guerre des mots

La majorité de la mobilisation entreprise par les représentants du gouvernement des États-Unis auprès des représentants de gouvernements étrangers, en particulier en ce qui concerne des questions sensibles, se déroule en privé et ne fait pas l'objet d'une couverture médiatique ou d'un tout signalement. Lorsque vous demandez une mobilisation face à des questions particulières, il est important de faire la différence entre une diplomatie discrète ou publique. Bien que la diplomatie « discrète » signifie que vous ne connaîtrez probablement pas le niveau exact ou les aspects spécifiques des contacts entre les responsables du gouvernement des États-Unis et les responsables de votre gouvernement, vous pourrez quand même faire un suivi et demander à connaître les résultats de ces efforts diplomatiques.

Lorsque l'ambassade des États-Unis rend « publics » ses revendications concernant un cas particulier, une série de violence ou une loi nouvelle ou nouvellement proposée, elle peut le faire en publiant un communiqué de presse ou en demandant au porte-parole ou à d'autres responsables de l'ambassade de parler avec la presse. L'ambassade aura préalablement attentivement réfléchi à la manière et au moment de rendre public ses revendications, étant donné que la diplomatie publique comporte un risque potentiel plus élevé de nuire à la relation bilatérale. Pourtant, il est souvent important que le gouvernement des États-Unis opère de manière officielle, idéalement en coordination avec les ambassades d'autres gouvernements partageant les mêmes idées, agissant en opposition ou en urgence, même si cela peut entraver la probabilité d'une résolution discrètement négociée.

Parfois, un message public peut également être délivré par d'autres hauts responsables du gouvernement des États-Unis qui peuvent rendre visite au pays depuis le Département d'État à Washington ou par l'ambassadeur lors d'un événement se déroulant au niveau local. Cela permet de renforcer le message. Il serait intéressant de discuter de cette possibilité avec les contacts que vous avez auprès de votre ambassade si vous avez connaissance d'une visite est à venir.

Une autre option est possible : demander à l'ambassade des États-Unis d'envisager de publier une déclaration en coordination avec d'autres ambassades partageant les mêmes idées ou par l'intermédiaire de la [Coalition pour les droits égaux](#), une coalition intergouvernementale de plus de 40 gouvernements soutenant la communauté LGBTQI+. Jusqu'à ce jour, la Coalition a publié des [déclarations](#) dénonçant certaines questions relatives aux droits de l'homme en lien avec la communauté LGBTQI+ en Tchétchénie, au Brunei et dans plusieurs autres régions ou pays. La Coalition pour les droits égaux a également publié un certain nombre de déclarations positives qui visent, collectivement, à féliciter et à encourager les pays pour leur prise de position positive envers la communauté LGBTQI+, y compris la décision dépénalisant l'intimité homosexuelle en vertu de l'article 377 en Inde.

Enfin, l'ambassade des États-Unis peut également parrainer un événement public, comme l'organisation d'un forum sur les droits de l'homme ou l'invitation d'un conférencier invité à prendre parole publiquement lors d'un événement à l'ambassade. Cela peut constituer un argument très fort sans nécessairement publier une déclaration officielle de l'ambassade, et cela pourrait faire gagner du temps et garder les possibilités ouvertes à une diplomatie discrète dans les coulisses. Cette approche peut également avoir l'avantage supplémentaire de renforcer la position et l'influence des orateurs locaux, en évitant ainsi les affirmations selon lesquelles les États-Unis imposent un « agenda homosexuel », comme c'est si souvent le cas lors de discussions liées à la cause de la communauté LGBTQI+. La clé consiste à penser de manière créative et de

discuter d'un large éventail d'options publiques avec les contacts que vous avez auprès de votre ambassade. Eux seuls prendront la décision finale, mais votre avis est essentiel.

Les événements organisés par les ambassades et les consulats, y compris, mais sans s'y limiter, les réceptions annuelles pour célébrer la fête de l'indépendance du 4 juillet aux États-Unis, peuvent offrir des opportunités supplémentaires pour renforcer la position et l'influence des défenseurs de la communauté LGBTQI+. En étant présents lors d'une célébration du 4 juillet ou d'un autre événement à l'ambassade ou au consulat, les défenseurs de la communauté LGBTQI+ peuvent avoir une occasion unique de se mêler au personnel américain, à d'autres défenseurs des droits de l'homme « traditionnels » et aux représentants du gouvernement du pays hôte. Les festivals des Fiertés et autres événements similaires créent également des opportunités pour l'ambassade des États-Unis de démontrer son soutien. Ces dernières années, la majorité des ambassades américaines ont organisé une réception, une conférence, un festival du film ou d'autres événements pour célébrer la [Journée internationale contre l'homophobie, la biphobie, l'interphobie et la transphobie \(IDAHOBIT\)](#) ayant lieu le 17 mai ou pendant le mois des Fiertés en juin. De nombreuses ambassades ont également publié des déclarations ou hissé un drapeau arc-en-ciel pour saluer ces célébrations axées sur la communauté LGBTQI+.





## Quelques conseils pour une mobilisation publique efficace

- ◆ *Discutez du bien-fondé des déclarations publiques concernant les contacts de l'ambassade des États-Unis. Envisagez la possibilité de préparer une déclaration conjointe avec d'autres ambassades partageant des idées similaires à la Coalition pour l'égalité des droits.*
- ◆ *Si vous pensez qu'une mobilisation publique de l'ambassade des États-Unis serait utile, il est important de reconnaître que la décision de la rendre public sera prise aux niveaux supérieurs de l'ambassade et qu'elle impliquera une variété de considérations. Aidez vos contacts à présenter un « dossier » interne efficace permettant de soutenir la stratégie d'une mobilisation publique.*
- ◆ *Contribuez à expliquer les déclarations de l'ambassade des États-Unis dans les langues locales et aidez à les diffuser et à leur donner un contexte à travers les réseaux locaux, en veillant à ce que la discussion porte sur les droits de l'homme et non sur « l'impérialisme des États-Unis ».*
- ◆ *Réfléchissez de manière créative avec les contacts de l'ambassade aux opportunités de partenariat avec l'ambassade des États-Unis par le biais d'événements publics qui abordent les préoccupations de manière plus réfléchie ou constructive et qui mettent l'accent sur les intervenants locaux.*
- ◆ *Envisagez d'inviter le personnel de l'ambassade des États-Unis à participer aux événements des Fiertés ou de l'IDAHOBIT (journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie) ou à parrainer des discussions ou des activités autour de ces célébrations.*
- ◆ *À la suite d'un événement réussi relatif aux Fiertés ou à l'IDAHOBIT (journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie), aidez les contacts de votre ambassade à comprendre que l'égalité LGBTQI+ nécessite plus qu'un seul mois d'activisme. Travaillez ensemble pour suggérer des étapes de suivi appropriées qui peuvent être espacées tout au long de l'année, peut-être même menant à l'événement des Fiertés ou de l'IDAHOBIT de l'année suivante.*

## Étude de cas : le premier projet de loi en Ouganda « Kill the Gays »



Les membres du parlement ougandais ont présenté la loi anti-homosexualité en octobre 2009. Le projet de loi « Kill the Gays », tel que surnommé aux États-Unis, représentait l'une des attaques les plus pernicieuses contre les droits de la communauté LGBTQI+ dans tous les pays, contenant des dispositions qui auraient établi la peine de mort à l'encontre des personnes ayant des relations homosexuelles, tout en imposant également à chaque Ougandais l'obligation de remettre les homosexuels présumés aux autorités. L'intolérance dont il faisait preuve était stupéfiante. Le projet de loi a finalement été adopté, mais a ensuite été annulé en raison d'un détail technique lorsque cette situation est devenue opportune pour le gouvernement. Malheureusement, au moment où nous achevons la rédaction de ce guide révisé, un projet de loi similaire a été adopté deux fois par le parlement ougandais et attend la signature du président Museveni.

La campagne initiale contre le projet de loi de 2009 a été menée et remportée par des Ougandais pour des Ougandais. Une coalition de la société civile bien organisée a sollicité et mobilisé des pressions d'origine externe. L'ambassade des États-Unis, ainsi que le président Obama, la secrétaire d'État Clinton, le sous-secrétaire d'État américain aux affaires africaines ainsi que les dirigeants du Congrès, ont tous publiquement exprimé leur opposition. Le moment et le calibrage de cette diplomatie publique étaient importants, tout comme le fait qu'elle ait été demandée et reprise par des militants locaux.

L'ambassade des États-Unis a commencé par se mobiliser grâce à une diplomatie discrète.

L'ambassadeur des États-Unis en Ouganda a rencontré le président Museveni pour lui faire part des préoccupations des États-Unis concernant le projet de loi. Cela a été suivi d'une démarche de Washington. Le secrétaire d'État adjoint américain pour l'Afrique s'est également réuni avec le président ougandais à plusieurs reprises pour exprimer un message d'opposition sans équivoque, notant que l'adoption du projet de loi aurait un impact significatif sur les relations bilatérales et sur les investissements américains dans le développement du pays. Ces messages privés ont finalement été répétés dans l'espace public.

Après avoir confirmé auprès de la coalition d'ONG locales opposées au projet de loi que la pression publique de la communauté internationale serait utile, l'ambassade des États-Unis en Ouganda et le département d'État à Washington ont commencé à exprimer publiquement leur opposition au projet de loi et à faire remarquer l'impact de son adoption sur les relations américano-ougandaises. Le secrétaire d'État adjoint américain pour l'Afrique a même déclaré publiquement à un moment donné qu'il avait l'assurance du président Museveni que le projet de loi ne deviendrait pas loi. Ces déclarations publiques ont été soigneusement élaborées dans le but d'obtenir un impact maximal.

Alors que l'inquiétude suscitée par l'adoption du projet de loi continuait de croître, la diplomatie publique américaine a été soulevée aux niveaux les plus élevés du gouvernement américain. Lors d'un petit-déjeuner de prière national à Washington en février 2010, le président Obama et la secrétaire d'État Clinton ont tous deux désapprouvé ce projet de loi.

*(La nature religieuse de l'événement a également contribué à envoyer un message intentionnel.) Le président Obama l'a qualifié « d'inadmissible et d'odieux ». La secrétaire d'État Clinton, après avoir noté que l'administration Obama « défendait les gays et les lesbiennes », a signalé qu'elle avait appelé Museveni pour exprimer ses « plus vives inquiétudes » au sujet de la loi. Dans ce contexte religieux, Clinton avertit également que « la religion est utilisée comme un club pour nier les droits de l'homme des filles et des femmes, du Golfe à l'Afrique en passant par l'Asie, et pour discriminer, allant même jusqu'à la préconisation de l'exécution des gays et lesbiennes. La religion est utilisée pour inscrire dans la loi l'intolérance à la liberté d'expression et à la manifestation pacifique. » Le Sénat américain a également adopté une résolution en avril de la même année condamnant le projet de loi en Ouganda et appelant tous les pays à dépénaliser les relations homosexuelles consensuelles.*

*Une leçon importante peut être tirée de cette étude de cas : les militants ougandais ont contribué à orienter le calendrier et les tactiques de la campagne internationale contre le projet de loi. Ils ont également contribué à cadrer le débat dans le contexte plus large d'une détérioration généralisée des droits de l'homme et de la gouvernance démocratique dans tout le pays. Les militants ougandais ont créé un site Web de coalition, [www.ugandans4rights.org](http://www.ugandans4rights.org), visant à coordonner la lutte contre le projet de loi et le mouvement plus large pour les droits de l'homme dans le pays. Dans ce cas, les États-Unis ont été invités à faire preuve de force diplomatique et, en collaboration avec des militants locaux et d'autres ambassades, la mobilisation des États-Unis a fait la différence.*

## L'observation des procès

Les représentants de l'ambassade des États-Unis peuvent choisir d'envoyer des diplomates pour observer les procès de militants de premier plan ou d'autres audiences judiciaires impliquant des défenseurs des droits de l'homme. Même avant qu'une affaire ne soit portée devant les tribunaux, le personnel de l'ambassade peut enquêter sur les conditions de détention des personnes ou, dans certains endroits, chercher à rencontrer individuellement les personnes détenues avant et après le procès. Au Malawi, par exemple, l'ambassade des États-Unis a envoyé des observateurs pour surveiller le procès très médiatisé d'un jeune couple accusé d'avoir violé les interdictions pénales du pays contre l'homosexualité. Suite au meurtre en 2011 du défenseur des droits de l'homme David Kato en Ouganda, l'ambassade des États-Unis a envoyé des diplomates pour observer le procès contre son agresseur présumé. L'ambassade a également envoyé des représentants diplomatiques aux funérailles de David Kato en signe de solidarité et de préoccupation.

La présence de diplomates américains et étrangers en tant qu'observateurs dans des affaires judiciaires importantes peut accroître l'attention des médias et avertir le gouvernement du pays hôte que d'autres gouvernements surveillent l'affaire et que son issue pourrait avoir un impact sur les relations bilatérales. Dans certains cas, cela peut également encourager les fonctionnaires des tribunaux à respecter les normes juridiques fondamentales en matière de procédure régulière, dans la mesure où les observateurs de l'ambassade peuvent constater et dénoncer publiquement des violations évidentes de la procédure régulière. Enfin, étant donné que les premiers jours de détention d'un défenseur des droits de l'homme sont empiriquement les plus dangereux, avec la plupart des tortures et de nombreux décès en détention survenant au cours de ces premiers jours, les diplomates peuvent servir de témoins crédibles de l'état physique de l'accusé lors d'une première comparution devant le tribunal.

Parallèlement, il peut y avoir des raisons stratégiques pour décourager les diplomates d'assister aux procès. La présence de diplomates américains et d'autres diplomates (probablement européens) pourrait renforcer les fausses représentations suggérant que les questions relatives à la communauté LGBTQI+ sont des « valeurs occidentales » conçues pour remplacer les « valeurs traditionnelles » ou ébranler l'image des « familles traditionnelles ». Et dans de nombreux cas, une mobilisation discrète dans les coulisses autour de cas particuliers peut être plus efficace qu'une démonstration publique de soutien qui pousse un gouvernement à prendre une position plus défensive. Les défenseurs locaux doivent diriger la prise de décision et offrir des conseils aux ambassades des États-Unis et aux autres ambassades concernant les affaires importantes ou très médiatisées relatives à la communauté LGBTQI+.



### Quelques conseils pour une observation efficace des procès

- *Si vous estimez que cela peut être utile, demandez à l'ambassade des États-Unis d'envoyer des observateurs lors des audiences judiciaires pouvant avoir des implications significatives en matière de droits de l'homme.*
- *Conseillez l'ambassade des États-Unis si vous pensez que les diplomates ne devraient pas surveiller un procès ou si vous pensez qu'une diplomatie discrète serait plus efficace.*
- *Déterminez si le personnel de l'ambassade devrait demander au gouvernement du pays hôte de préciser le lieu ou les conditions de détention d'une personne. En raison de l'extrême vulnérabilité des personnes LGBTQI+ en prison, les enquêtes postérieures à leur condamnation ou les visites du personnel de l'ambassade s'avèrent être importantes.*
- *Fournissez des informations détaillées sur l'affaire : l'ambassade des États-Unis est plus susceptible de prendre des mesures si elle dispose d'informations complètes et comprend le contexte.*
- *Contribuez à garantir que les observateurs de l'ambassade comprennent les faits. Si possible, proposez qu'un avocat informe les observateurs ou s'assoie avec eux pendant le procès pour expliquer la procédure et les questions juridiques.*
- *Fournissez des conseils aux observateurs des procès sur ce que vous aimeriez qu'ils disent, ou ne disent pas, si les médias locaux ou internationaux les interrogent à propos d'un procès.*
- *Envisagez de publier un communiqué de presse indiquant que les responsables de l'ambassade des États-Unis ont été invités à observer le procès et appelant les responsables du tribunal à respecter les droits fondamentaux des accusés lors d'une procédure régulière.*
- *Envisagez d'autres occasions d'attirer l'attention des médias et de rendre publiques les conclusions ou déclarations que les observateurs de l'ambassade des États-Unis pourraient présenter.*

## Diplomatie sanitaire mondiale

Le gouvernement des États-Unis s'engage dans une « diplomatie sanitaire mondiale » à la fois par le biais du Département d'État et du Bureau des affaires mondiales du ministère de la Santé et des Services sociaux. Le Bureau des affaires mondiales définit la diplomatie sanitaire mondiale comme étant « le croisement entre la santé publique et les affaires étrangères : nous entretenons des relations essentielles avec les organisations multilatérales, les gouvernements étrangers et les ministères de la Santé, et représentons les États-Unis dans les discussions et négociations mondiales essentielles pour protéger et promouvoir la santé dans le monde entier. »

Il existe des opportunités de collaboration avec le personnel de l'ambassade pour donner des informations sur les questions de santé relatives à la communauté LGBTQI+ et leur donner la priorité dans les processus de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ainsi qu'au niveau gouvernemental, mais également pour s'assurer que les communautés LGBTQI+ et leurs membres sont consultés et impliqués dans le développement et les interventions humanitaires en matière de santé. Dans de nombreux pays, l'opportunité la plus significative consiste à se mobiliser dans le contexte du VIH/SIDA avec le PEPFAR (le Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le SIDA) aux niveaux national et mondial pour influencer la politique du PEPFAR, y compris la manière dont le PEPFAR dépense ses fonds considérables qui sont censés soutenir la santé des populations à risque (connues dans les termes du PEPFAR sous le nom de « populations clés »), notamment les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), les personnes transgenres et les travailleurs sexuels. Une grande partie de cette mobilisation peut être orientée vers le processus du plan opérationnel national (Country Operating Plan - COP) et du plan opérationnel régional (Regional Operating Plan - ROP), dans lesquels les groupes LGBTQI+ ont réalisé des progrès substantiels au cours de la dernière décennie. Si vous souhaitez vous engager avec la COP, mettez-vous en contact avec le consortium des populations clés de votre pays (s'il en existe un) ou avec les organisations membres du Conseil HealthGAP (qui organise PEPFARWatch) et MPACT Global Action. Vous trouverez des informations supplémentaires sur le PEPFAR au chapitre 3.

## Assistance d'urgence : asile et fuite

Lors d'une situation d'urgence, en particulier lorsque les défenseurs des droits de l'homme connus de l'ambassade des États-Unis courent un risque crédible d'être arrêtés ou tués de manière imminente en raison de leur activisme ou de leur association avec l'ambassade, il existe certains mécanismes de protection limités que les ambassades des États-Unis peuvent mettre en place. Premièrement, et il s'agit probablement de la mesure la plus évidente, l'ambassade des États-Unis pourrait à nouveau se tourner vers la diplomatie privée ou publique pour faire renforcer les enjeux et demander une protection immédiate. En outre, les personnes LGBTQI+ qui ont été blessées ou dont la sécurité ou la liberté est menacée en raison de leur travail en tant que défenseurs des droits de l'homme de la communauté LGBTQI+ peuvent solliciter une assistance d'urgence limitée du gouvernement des États-Unis par le biais du programme d'assistance des LGBTI : Dignité pour tous organisé par Freedom House. Une telle assistance peut aller jusqu'à un départ temporaire du pays ou une relocalisation interne au sein du pays afin de dissiper les tensions.

Pour obtenir plus d'informations, veuillez consulter <https://www.dignitylgbti.org/>

Rainbow Railroad, membre du Conseil, fournit une assistance d'urgence limitée aux personnes LGBTQI+ à risque (à la fois aux défenseurs des droits de l'homme et à d'autres ne répondant pas à cette définition), y compris une assistance au sein du pays, des informations, des recommandations et une aide aux déplacements d'urgence, ainsi que de petites subventions aux partenaires communautaires.

Pour obtenir plus d'informations, veuillez consulter <https://www.rainbowrailroad.org/about#how>

Une triste réalité des actions en faveur des droits de l'homme est que de nombreux défenseurs de ces droits sont contraints à l'exil à un moment donné en raison de leur travail. Le statut officiel de réfugié est régi par un traité sur les droits de l'homme que les États-Unis appliquent dans toutes leurs décisions en matière de soutien aux réfugiés. Pour être admissible à la Convention relative aux réfugiés de 1951, une personne fuyant la persécution doit avoir « une crainte fondée d'être persécutée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social particulier ou de ses opinions politiques ». Le Département d'État et l'agence des Nations Unies pour les réfugiés reconnaissent tous deux que les personnes qui craignent d'être persécutées en raison de leur identité LGBTQI+ ou de leur travail en faveur des droits de la communauté LGBTQI+ sont considérées comme des « réfugiés au sens de la Convention » selon cette définition. Toutefois, la Convention de 1951 exige également que les individus se trouvent en dehors de leur pays de nationalité, de sorte que la protection des réfugiés dépend de la capacité d'un individu à traverser une frontière pour se rendre dans un autre pays.

Dans certains cas extrêmes, les ambassades des États-Unis peuvent faciliter cette fuite vers l'exil et peuvent ensuite contribuer à accélérer le processus nécessitant plusieurs années par lequel les réfugiés sont interrogés pour obtenir le statut de réfugié officiel, généralement par le personnel de l'ONU, puis réinstallés de façon permanente, souvent dans un pays d'accueil si le pays de premier refuge ne peut ou ne veut pas offrir sa protection. Dans un contexte d'urgence, les ambassades des États-Unis peuvent directement transférer des individus en tant que cas de priorité 1 (P-1) vers le programme américain d'admission des réfugiés (U.S. Refugee Admissions Program - USRAP) en fonction des besoins impérieux de protection de l'individu. Un ambassadeur des États-Unis peut émettre un renvoi P-1 pour les personnes se trouvant toujours dans leur pays d'origine si les Départements d'État et de sécurité intérieure sont d'accord.

Le processus d'obtention du statut de réfugié est long et difficile et ne devrait jamais être entamé sans prendre conscience des exigences. Toutefois, il s'agit d'une option de protection essentielle, et souvent définitive, pour les personnes confrontées à des menaces en raison de leur identité LGBTQI+. Pour plus d'informations sur ce processus complexe et pour obtenir des conseils sur la manière de demander l'aide des ambassades des États-Unis ou d'autres ambassades pour demander la protection des réfugiés, contactez l'International Refugee Assistance Project (IRAP) à l'adresse suivante [www.refugeerights.org](http://www.refugeerights.org) ou Rainbow Railroad à l'adresse suivante [www.rainbowrailroad.org](http://www.rainbowrailroad.org). Vous pouvez également consulter la « [Note d'orientation des Nations Unies sur les demandes de reconnaissance du statut de réfugié relatives à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre](#) ».

# 2

## Comment formuler vos demandes aux ambassades des États-Unis ?

Toutes les ambassades des États-Unis ont pour mission de faire état des tendances locales relatives aux droits de l'homme, de même que de nombreuses ambassades des États-Unis disposent de programmes solidement élaborés afin de soutenir les efforts locaux visant à améliorer la situation au regard du respect des droits de l'homme. Ainsi, toute demande adressée aux ambassades américaines doit privilégier le langage des droits de l'homme et de la démocratie, en se référant aux principes des droits de l'homme et aux normes démocratiques internationalement reconnues. Les principes de Yogyakarta représentent un bon point de départ. En 2006, des experts internationaux des droits de l'homme se sont réunis à Yogyakarta, en Indonésie, en vue de rédiger un ensemble de principes appliquant les normes internationales contraignantes relatives aux droits de l'homme aux questions liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. Ces principes ont été révisés en 2017 et peuvent être consultés à l'adresse suivante : [www.yogyakartaprinciples.org](http://www.yogyakartaprinciples.org).

Outre la formulation de vos demandes ou soumissions écrites aux ambassades des États-Unis dans le cadre des droits de l'homme, il peut être utile de comprendre comment les responsables américains conçoivent leurs investissements politiques et financiers dans les droits de l'homme et la démocratie, y compris les droits des communautés LGBTQI+ et d'autres communautés minoritaires dans n'importe quel pays. Même si ces inquiétudes liées aux droits de l'homme doivent toujours être fondées sur des principes, elles sont souvent comprises dans le contexte d'intérêts démocratiques, économiques et de sécurité nationale pragmatiques à long terme visant à favoriser la stabilité des pays et des partenariats à l'étranger. Ci-dessous, vous trouverez quelques points de discussion plus étendus qui reflètent les nombreux intérêts supplémentaires qui motivent les responsables américains à soutenir les droits de la communauté LGBTQI+ dans n'importe quel pays.

### Les droits fondamentaux de l'homme

Le droit de tout individu de ne subir ni violence ni discrimination et de vivre dans la dignité et le respect est au cœur de la politique des États-Unis concernant les droits de l'homme et du système moderne de protection des droits de l'homme. Une requête fondée sur les droits fondamentaux de l'homme devrait être à l'origine de toute demande de soutien. Cette démarche devrait contester formellement l'idée que les droits des personnes LGBTQI+ « sont des droits spéciaux » ; il n'y a pas de « droits LGBTQI+ » spéciaux ; il n'y a que des droits fondamentaux pour toutes les personnes.

### Les droits de l'homme et la sécurité nationale

Les pays qui respectent les droits des minorités témoignent de leur engagement en faveur de la démocratie et constituent des partenaires diplomatiques et économiques solides. Les pays qui dévalorisent ou persécutent leurs minorités sont plus enclins à être instables et souvent menaçants à tous les égards. La communauté LGBTQI+ et les minorités religieuses, étant considérées comme les canaris gardés dans la mine de charbon pour signaler un éventuel danger, comptent parmi les minorités les plus violemment persécutées dans de nombreux pays et sont donc les premières à être ciblées. Un soutien dévoué peut aider toutes les communautés minoritaires et réduire les conflits.

## La promotion et la protection de la démocratie

Le président Biden ne cesse de souligner que la promotion et la protection de la démocratie constituent l'un des principaux pôles de son administration et une priorité urgente dans un monde où se multiplient l'autoritarisme et l'activisme antisexiste. De ce fait, le président Biden évoque souvent l'idée que la démocratie ne peut prospérer que si les droits de l'Homme de tous les individus sont protégés et que leur participation à la vie démocratique est préservée. À cet égard, les militants devraient envisager de présenter les droits de la communauté LGBTQI+ comme une question de citoyenneté démocratique à part entière et comme un aspect essentiel de la pleine participation à la vie démocratique et économique de leur pays. Il pourrait ainsi être utile de discuter des efforts déployés pour promouvoir la reconnaissance légale de l'identité de genre en tant que droit de citoyenneté ouvrant aux personnes transgenres la possibilité de voter et d'accéder en toute sécurité aux services et opportunités de l'État. Sur le continent africain, les militants peuvent bénéficier de l'élan actuel du gouvernement américain pour promouvoir la démocratie en s'engageant auprès des gouvernements africains en tant que partenaires qui bénéficieront de l'adhésion aux principes démocratiques et d'un gouvernement participatif. En tout état de cause, les groupes de sensibilisation devraient profiter de l'intérêt accru de l'administration Biden pour établir un lien entre la promotion des droits de l'Homme et la multiplication des opportunités démocratiques et économiques.

## L'État de droit

L'engagement à respecter l'État de droit est la clé de la démocratisation et des objectifs relatifs aux droits de l'Homme, en particulier ceux qui concernent principalement la communauté LGBTQI+. En priorité, il convient de soutenir les programmes et les financements qui favorisent la protection juridique des populations marginalisées, notamment par rapport aux membres de la communauté LGBTQI+, qui n'ont souvent pas la possibilité d'agir en justice et de s'exprimer publiquement. Il conviendrait en particulier d'accroître le financement des programmes visant à réduire la violence, car les crimes haineux, et plus précisément l'impunité après les faits, peuvent considérablement nuire à l'État de droit.

## La politique sanitaire

Toute politique de santé judicieuse, quel que soit le pays, exige l'inclusion totale de toutes les populations vulnérables et marginalisées, y compris la communauté LGBTQI+. Dans les pays bénéficiant du PEPFAR, les ambassades et les experts des États-Unis spécialisés dans la santé mondiale examineront les difficultés rencontrées au niveau local et qui risqueraient d'entraver l'accès à des programmes complets de soins et de traitement, indépendamment de toute considération de partialité. De même, ces responsables veillent à ce que toutes les populations aient accès à des informations complètes sur le VIH/SIDA, à l'éducation et au traitement, sans discrimination. Le PEPFAR vise en particulier à promouvoir des stratégies et des programmes de santé fondés sur des données probantes, notamment des programmes visant à réduire la stigmatisation et à promouvoir la prévention, les soins et les traitements pour la communauté LGBTQI+.



## Les efforts des États-Unis pour créer un lien entre la démocratie, les droits de l'homme et la citoyenneté LGBTQI+



*Bien que chaque administration des États-Unis applique des stratégies légèrement différentes en matière de droits de l'Homme, il convient de noter que l'administration Biden accorde aujourd'hui une priorité particulière à la défense de la démocratie qui constitue le pilier sur lequel repose sa politique nationale et internationale en matière de droits de l'Homme. Le président Biden revient souvent sur la valeur qu'accordent les démocraties inclusives aux contributions démocratiques, économiques et sociales de tous les citoyens. Il souligne que la démocratie elle-même ne peut prospérer que si les droits de l'Homme de tous les individus sont protégés, ce qui doit inclure la protection de la communauté LGBTQI+, bien souvent marginalisée. Lors de son intervention devant le groupe restreint des Nations unies en septembre 2022, le secrétaire d'État Blinken a souligné que « tous les pays, dont ceux du groupe restreint, doivent œuvrer pour que les personnes LGBTQI+ jouissent des mêmes droits et des mêmes protections que tous les autres citoyens. Défendre ces droits est essentiel pour la santé de nos démocraties ».*

*Faire progresser la protection des droits de la communauté LGBTQI+ est étroitement lié à des dividendes démocratiques plus vastes, notamment les efforts visant à combler le retard démocratique, à lutter contre la corruption et à créer des mouvements résistants pour combattre l'autoritarisme.*

*Heureusement, ces thèmes sont similaires aux thèmes et aux combats des mouvements LGBTQI+ dans le monde entier aujourd'hui. (Pour d'autres sujets qui ont été abordés par l'administration Biden, voir l'annexe A).*

*Fidèle à son engagement en faveur du renouveau démocratique, l'administration Biden a organisé deux sommets pour la démocratie, et le Conseil pour l'égalité mondiale a attribué des « fiches d'évaluation LGBTQI+ » à chacun des 110 pays participant à ces sommets. Ces fiches, élaborées en collaboration avec F&M Global Barometers, permettent d'évaluer dans quelle mesure les pays participant au sommet respectent les droits de l'Homme au sein de leur population LGBTQI+. Nous espérons également que ces fiches fourniront aux militants des opportunités uniques d'avoir recours aux ambassades des États-Unis pour discuter du score de leur pays, ainsi que pour demander leur soutien dans le cadre de campagnes locales visant à améliorer ces scores.*

## La santé et les droits sexuels et reproductifs liés à la question de genre

Les programmes de développement et d'aide humanitaire des États-Unis intègrent une démarche significative visant à financer des programmes et des formations sur les questions d'identité de genre. Sous l'administration actuelle, ces programmes incluent explicitement les communautés, les organisations et les individus LGBTQI+ et devraient être considérés comme une opportunité de dialoguer avec l'ambassade sur les possibilités de financement. L'administration actuelle a publié un mémoire présidentiel qui énonce clairement sa politique de « soutien à la santé et aux droits sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes filles aux États-Unis et dans le monde ». Ce mémoire exclut également de manière très claire les États-Unis de la Déclaration du Consensus de Genève, anti-LGBTQI+ et anti-avortement, qui avait été signée sous l'administration précédente.

## Le soutien à la démocratie et au développement

La corrélation cruciale entre les efforts diplomatiques déployés pour soutenir la société civile étrangère en tant que moteur de la démocratie, d'une part, et les programmes parallèles d'aide au développement, d'autre part, devrait être renforcée grâce à l'inclusion des groupes minoritaires LGBTQI+ dans l'ensemble des politiques de droits de l'homme, de santé, d'autonomisation économique, d'aide humanitaire et d'aide au développement mises en œuvre par les États-Unis à l'étranger. Pour aider à formuler les questions et les demandes LGBTQI+ dans le cadre du développement économique, nous vous invitons à consulter une publication de [RSFL](#), un groupe suédois LGBTQI+ de premier plan, portant la désignation « POUR TOUS : les objectifs de développement durable et la communauté LGBTQI+ ». Cette publication se fonde sur les dix-sept objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies en 2015. Comme le souligne le guide de la RSFL, « les objectifs offrent une opportunité aux militants LGBTQI+ pour obtenir l'inclusion dans l'agenda international du développement et dans les politiques et programmes nationaux ». Cela devrait s'appliquer également à tous les programmes de développement financés par les États-Unis.

## La prospérité économique

Les intérêts économiques à long terme de tout pays impliquent la promotion d'économies dynamiques et inclusives à l'étranger ; des économies qui peuvent, à leur tour, soutenir des relations commerciales plus étendues avec les États-Unis et d'autres pays. L'inclusion économique totale de tous les individus productifs, y compris les travailleurs LGBTQI+ ou issus d'autres minorités, est absolument cruciale pour la prospérité économique. Les recherches de la Banque mondiale ont souligné que la discrimination, l'exclusion et la criminalisation des personnes LGBTQI+ ont un impact considérable et préjudiciable sur l'économie d'un pays.

## La responsabilité des entreprises

Les ambassades des États-Unis accueillent également le service commercial extérieur du ministère du commerce, qui œuvre aux côtés des chambres de commerce américaines à l'étranger. Ces responsables devraient être encouragés à dialoguer avec les gouvernements des pays hôtes sur la nécessité de modérer ou de modifier les lois à caractère hostile aux LGBTQI+ ainsi que les conditions générales afin de favoriser à la fois les affectations de main-d'œuvre et les relations commerciales au sens large. Les ambassades devraient également être incitées à s'associer activement aux entreprises américaines internationales pour garantir des opportunités d'emploi égales, un accès équitable aux marchés publics et aux opportunités commerciales, ainsi que des mesures de protection pour les communautés LGBTQI+ et d'autres groupes de population marginalisés à l'étranger.

Pour en savoir plus sur la manière d'impliquer les entreprises dans la lutte pour l'égalité des LGBTQI+, nous suggérons de consulter le rapport d'Open For Business, [Channels of Influence : Comment les entreprises peuvent promouvoir des sociétés inclusives pour les LGBTQI+](#).

# 3

## De quelle manière les ambassades des États-Unis offrent-elles leur aide ?

Pour tout activiste, une question évidente se pose : comment puis-je bénéficier d'un financement de l'ambassade des États-Unis ou du gouvernement américain pour soutenir mon travail ? En réalité, les budgets des ambassades des États-Unis ont été réduits ces dernières années, au point que même les financements importants accordés par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le programme mondial de lutte contre le VIH/SIDA des États-Unis (le Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le SIDA - PEPFAR) sont en baisse. Néanmoins, l'administration Biden s'est engagée à renforcer le soutien à la communauté LGBTQI+ en augmentant les fonds alloués par l'USAID, le département d'État et d'autres partenaires. Certaines possibilités de financement sont également accessibles par l'intermédiaire des ambassades américaines ou des ONG américaines qui travaillent en partenariat avec ces dernières. Ce chapitre aborde quelques-unes de ces possibilités.

### L'assistance technique

Avant de considérer les mécanismes de financement, il convient également d'envisager l'aide en nature ou l'assistance technique que l'ambassade pourrait être en mesure d'apporter. Dans un contexte économique difficile, et compte tenu du caractère complexe de la bureaucratie, il peut être plus facile de persuader une ambassade des États-Unis d'apporter une assistance technique plutôt qu'un financement direct. Le personnel de l'ambassade peut souvent introduire de nouvelles perspectives et une expertise technique inédite dans votre travail de sensibilisation au niveau national.

Les ambassades des États-Unis comptent un grand nombre d'experts dont les compétences et les capacités uniques pourraient être utiles dans le cadre des activités de défense des droits de la communauté LGBTQI+. Elles ont également accès à des fonds qui leur permettent d'inviter des artistes, des conférenciers ou des experts techniques des États-Unis afin de faire connaître le point de vue américain et de fournir un soutien technique de la part d'institutions américaines. Un bon exemple de cela sont les efforts de l'ambassade des États-Unis au Honduras en 2011, qui a organisé la venue au Honduras d'enquêteurs spécialisés dans les crimes de haine pour aider à mettre en place une unité spéciale chargée d'enquêter sur une série de meurtres visant la communauté LGBTQI+. Le département de la justice des États-Unis bénéficie également d'une expérience très utile en matière de suivi et de poursuite des crimes de haine commis à l'encontre des personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, qui pourrait être adaptée à d'autres pays et à d'autres contextes juridiques. Un exemple plus divertissant de cette possibilité d'échange vient de l'ambassade des États-Unis en Italie, où l'ambassadeur des États-Unis a joué un rôle central dans l'organisation d'un spectacle et d'une rencontre avec Lady Gaga lors de la célébration de l'EuroPride 2011 à Rome.

En outre, depuis que les ambassades des États-Unis ont fait preuve d'une plus grande ouverture et d'une plus grande tolérance à l'égard de la communauté LGBTQI+ américaine durant ces dernières années, une grande partie d'entre elles comptent désormais des employés qui se disent ouvertement LGBTQI+ au sein de leur personnel. Bien que le travail sur les droits de l'homme et l'inclusion de la communauté LGBTQI+ relève de la responsabilité de l'ensemble de la famille de l'ambassade américaine, et pas

seulement du personnel LGBTQI+, ce dernier peut néanmoins être plus disposé à consacrer du temps ou des connaissances en dehors de ses responsabilités habituelles pour aider à faire avancer le travail de votre ONG, en particulier pendant les soirées ou les week-ends.

Glifaa : LGBTQIA+ Pride in Foreign Affairs Agencies (Fiertés LGBTQIA+ dans les agences des affaires étrangères) est le groupe d'employés LGBTQI+ du département d'État et d'autres agences des affaires étrangères des États-Unis. Si vous envoyez un courriel aux représentants figurant sur le site de Glifaa, ils pourront peut-être vous mettre en contact avec des employés LGBTQI+ de l'ambassade des États-Unis la plus proche, qui pourraient être intéressés par une rencontre avec votre organisation, ou même y travailler bénévolement.

### Étude de cas : enquête sur les meurtres de membres de la communauté LGBTQI+ au Honduras



*Dans un communiqué publié par la Maison Blanche en janvier 2011, le président Obama a fait état d'une série alarmante de meurtres de membres de la communauté LGBTQI+ au Honduras. La déclaration appelait le gouvernement du Honduras à « enquêter sur ces meurtres et à veiller à ce que les auteurs répondent de leurs actes ». L'ambassade des États-Unis au Honduras a pris ce problème de droits de l'homme au sérieux et a travaillé avec assiduité pour lever le voile sur ces assassinats ciblés de membres de la communauté LGBTQI+. L'ambassade a notamment collaboré étroitement avec le gouvernement du Honduras pour mettre en place une unité spéciale chargée d'enquêter sur les crimes de haine à l'encontre des LGBTQI+ et engager des poursuites contre les auteurs de ces crimes. L'ambassade a organisé la venue au Honduras d'un procureur et d'un expert détective des États-Unis pour aider à la mise en place de cette unité. Elle a également parrainé la visite dans le pays d'un militant américain qui œuvre à la réduction de la violence dans les communautés d'immigrés LGBTQI+ aux États-Unis. Ce militant a passé une semaine avec des ONG locales et a attiré l'attention des médias sur cette question en participant à plusieurs émissions de la télévision nationale.*

## Les mécanismes de financement

### Le Fonds mondial pour l'égalité des genres

Géré par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail (DRL) du Département d'État américain, le Fonds mondial pour l'égalité des genres (FEM) fournit des ressources essentielles aux organisations de la société civile (OSC) et aux militants des droits de l'homme, notamment à ceux qui œuvrent pour accroître la visibilité et l'intégration des femmes homosexuelles, des transgenres, des personnes intersexes et des membres d'autres communautés LGBTQI+ marginalisées, tout en faisant progresser et en protégeant le principe fondamental des droits de l'homme pour tous. Dans plus de 100 pays à travers le monde, le FEM fournit une aide d'urgence aux personnes et aux organisations menacées ou attaquées, de petites subventions aux OSC locales et des subventions de programmation des droits de l'homme pour répondre aux besoins de la communauté LGBTQI+ avec un soutien ciblé et à long terme.

Le DRL du département d'État gère le FEM avec le soutien et le partenariat d'une solide alliance de gouvernements, d'entreprises et de fondations partageant les mêmes idées et désireux d'amplifier les voix et les mouvements locaux LGBTQI+ afin de catalyser des changements positifs.

### Comment le Fonds mondial pour l'égalité apporte-t-il son soutien ?

#### Le soutien à la société civile

Grâce à la portée mondiale des ambassades et consulats des partenaires du FEM, les OSC locales reçoivent de petites subventions pour soutenir les organisations LGBTQI+ locales.

#### Le Fonds des ambassades locales

Certaines ambassades proposent de petits programmes de subventions qui peuvent occasionnellement soutenir les efforts de la communauté LGBTQI+, en particulier dans le cadre de programmes de sensibilisation du public. Cependant, ces fonds étant extrêmement limités, il convient de vérifier leur disponibilité auprès de votre contact local à l'ambassade.

### Le Fonds pour l'égalité des droits en action (Equal Rights in Action – ERA)

Le Fonds ERA est l'un des programmes de petites subventions du FEM. Mis en œuvre par l'Institut National Démocratique (NDI) en coordination avec les ambassades des États-Unis, il octroie des subventions d'un montant maximal de 25 000 dollars à des organisations locales du monde entier qui œuvrent à la protection et à la défense des droits de l'homme au sein de la communauté LGBTQI+.

En plus des ressources financières, le NDI fournit une assistance technique continue basée sur les besoins et les priorités de chaque bénéficiaire. Le soutien apporté par le Fonds ERA est consacré à la réalisation des objectifs suivants :

- ◆ Environnements sûrs et sécurisés
- ◆ Participation politique
- ◆ Mouvements et organisations autonomes et inclusifs

Les organisations ne peuvent solliciter le Fonds ERA que sur invitation. Afin de recevoir une invitation, les organisations doivent être désignées par le personnel des ambassades des États-Unis locales. Pour les subventions LGBTQI+, les ambassades locales des pays qui participent au FEM peuvent également nommer des organisations. Le NDI n'est pas en mesure d'accepter les candidatures d'organisations qui n'ont pas été désignées par les ambassades locales. En collaboration avec le département d'État, le NDI établit une liste de pays éligibles pour chaque cycle d'octroi de subventions. Il y a généralement un cycle de subventions aux organisations LGBTQI+ par an, avec un appel aux nominations des ambassades vers le mois de septembre. Chaque ambassade organisera son propre processus de sélection des organisations à nommer. Les organisations intéressées sont invitées à consulter le site web du Fonds ERA (voir le lien ci-dessus) pour obtenir des mises à jour sur les prochains cycles d'octroi de subventions.

## L'aide d'urgence

Dignité pour tous, le mécanisme de réponse rapide du FEM, fournit une aide d'urgence et préventive aux militants des droits de l'homme et aux OSC menacés ou attaqués pour leur travail en faveur des droits de l'homme au sein de la communauté LGBTQI+. Le programme Dignité propose trois mécanismes à court terme pour soutenir les mouvements LGBTQI+ : une aide financière d'urgence pour les personnes et les OSC menacées en raison de leur travail en faveur des droits de l'homme, le financement de projets pour les OSC/groupes dans le cadre d'initiatives à court terme et des formations sur la sûreté et la sécurité, y compris le bien-être et la sécurité numérique. L'aide comprend, entre autres, les éléments suivants :

- ◆ Frais médicaux
- ◆ Représentation juridique
- ◆ Visites en prison
- ◆ Observation de procès
- ◆ Réinstallation temporaire
- ◆ Soutien aux personnes dépendantes
- ◆ Sécurité et remplacement d'équipement
- ◆ Autres types de dépenses urgentes

## La programmation en matière de droits de l'homme

L'assistance technique à long terme porte sur les défis et les opportunités uniques auxquels sont confrontées les communautés LGBTQI+. Cette assistance permet également de renforcer les capacités des OSC locales et nationales qui œuvrent à la promotion des droits de l'homme au sein de la communauté LGBTQI+.

Dans toutes les régions du monde, le FEM soutient des activités de programme portant sur les thèmes clés identifiés dans son plan stratégique. Les activités comprennent des formations à l'émancipation juridique, un soutien au renforcement des capacités, des procédures judiciaires stratégiques, des dialogues avec des fonctionnaires locaux et des parties prenantes régionales et multilatérales clés, des campagnes de sensibilisation locales et internationales, la documentation des violations des droits, et des formations à la sécurité numérique et physique.

## Le financement local des ambassades des États-Unis

Comme nous l'avons déjà mentionné, les ambassades des États-Unis sont souvent prêtes à participer ou à soutenir les événements locaux du mouvement des Fiertés, les célébrations de l'IDAHOBIT (la journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie), les festivals de films LGBTQI+ locaux ou les conférences sur les droits de l'homme. De nombreuses ambassades des États-Unis ont organisé des réceptions pour célébrer le mois des Fiertés en juin et pour honorer les activistes LGBTQI+. Ces initiatives doivent toutefois être envisagées avec prudence. Par exemple, une réception organisée à l'occasion de la célébration des Fiertés à l'ambassade des États-Unis au Pakistan en 2011 a suscité d'importantes réactions hostiles au niveau local. Si vous demandez le soutien de l'ambassade des États-Unis, assurez-vous de discuter avec vos contacts à l'ambassade du degré d'ouverture ou de publicité que vous souhaitez pour ce soutien.

### Étude de cas : événements des Fiertés soutenus par les ambassades des États-Unis

- *De nombreuses ambassades des États-Unis dans le monde ont hissé le drapeau arc-en-ciel en célébration de ce mois, en tenant compte, espérons-le, des sensibilités locales.*
  - *Les ambassades ont organisé des débats publics avec des activistes transgenres, des activistes intersexes et des personnes LGBTQI+ de diverses confessions ou croyances.*
  - *En 2021, le DRL a créé des outils de réseaux sociaux pour le mois des Fiertés, qui ont été partagés avec toutes les ambassades et tous les consulats. Ces outils contenaient des graphiques et des messages affirmant le soutien des États-Unis aux droits de l'homme au sein de la communauté LGBTQI+ et ont été téléchargés et utilisés à l'échelle mondiale.*
  - *Les plateformes de réseaux sociaux du département d'État ont documenté et promu de nombreux événements LGBTQI+ dignes d'intérêt et historiques dans le monde entier.*
- Des militants du Zimbabwe ont invité le chef de mission adjoint à une interview spéciale en direct dans le cadre de l'événement Fierté, au cours de laquelle ils ont fait part de leur point de vue sur les défis auxquels la communauté LGBTQI+ est confrontée, sur les succès à célébrer et sur leurs objectifs visant à intégrer les droits de la communauté LGBTQI+ dans la législation.*
- *L'ambassade des États-Unis en Slovaquie a soutenu le festival Kosice Pride, qui s'est déroulé pendant une semaine dans la deuxième plus grande ville du pays.*
  - *L'ambassade des États-Unis à Stockholm a signé la déclaration conjointe de soutien à la Fierté de Stockholm, aux côtés de 25 autres représentations étrangères en Suède. Cette déclaration marque le coup d'envoi de la campagne de communication de l'ambassade en faveur de la Stockholm Pride et de la World Pride à Copenhague et à Malmö.*
  - *En Serbie, l'ambassade des États-Unis à Belgrade a participé à une campagne menée par les Nations unies à l'occasion de la célébration des Fiertés, afin de souligner le soutien international à l'égalité des droits des personnes LGBTQI+ en Serbie.*

*L'ambassade des États-Unis en Ouganda a soutenu les organisateurs de l'Uganda Pride et leur a envoyé des messages de solidarité.*

*Hormis le soutien aux manifestations des Fiertés, il existe d'autres moyens pour les militants de solliciter l'aide des ambassades des États-Unis pour organiser ou mener leurs activités. Vous trouverez ci-dessous quelques suggestions basées sur des activités antérieures soutenues par des ambassades des États-Unis dans le monde entier.*



## Les requêtes possibles de l'ambassade ou du consulat

- *Demandez à l'ambassade des États-Unis d'organiser une réunion privée entre les leaders LGBTQI+ et les autorités gouvernementales ou religieuses.*
- *Demandez à l'ambassade de déléguer des représentants ou des porte-parole à vos réunions ou conférences.*
- *Demandez à l'ambassade d'organiser des projections de films à l'ambassade ou de faire venir le personnel à des projections de films organisées par la communauté.*
- *Demandez à l'ambassade de vous aider à organiser des formations pour les agences de sécurité ou des formations générales sur l'état de droit et l'inclusion.*
- *Demandez à l'ambassade de soutenir les cours d'anglais organisés pour la communauté locale.*

## Exemples d'autres activités et projets soutenus par les ambassades des États-Unis dans le monde entier

En Macédoine du Nord, l'ambassade des États-Unis à Skopje a octroyé une petite subvention à une organisation LGBTQI+ pour organiser une série de séminaires et de discussions avec la communauté LGBTQI+, ses partenaires et les institutions de l'État au sujet de la reconnaissance et de la lutte contre la discrimination.

L'ambassade des États-Unis aux Philippines a collaboré avec des organisations locales pour former et encadrer les nouveaux leaders LGBTQI+, sensibiliser à la discrimination envers la communauté LGBTQI+ et lutter contre celle-ci, et attirer l'attention sur la violence domestique et la violence sexiste.

La section des affaires publiques au Liban a accordé une subvention pour promouvoir l'intégration et la participation des personnes LGBTQI+ dans le processus démocratique du pays. Le programme a également fourni des ressources à la communauté LGBTQI+ pour qu'elle puisse améliorer sa représentation en tant que « communauté distincte et puissante » en créant la première bibliothèque sur le genre et la sexualité au Liban.

L'ambassade des États-Unis au Chili a soutenu le lancement de la première ligne d'assistance virtuelle LGBTQI+ à l'échelle nationale. En raison du nombre croissant de personnes souffrant de dépression à la suite de la pandémie de COVID-19, le nombre de jeunes LGBTQI+ appelant à l'aide a augmenté de 250 %.

## L'Agence américaine pour le développement international (USAID)

Étant la principale agence gouvernementale américaine chargée du développement international et de l'aide humanitaire, l'USAID mène des actions visant à sauver des vies, à lutter contre la pauvreté, à renforcer la gouvernance démocratique et à aider les populations à aller au-delà de l'aide d'urgence. L'agence fournit également une assistance aux pays qui se reconstruisent après une catastrophe, qui luttent contre la pauvreté et qui sortent d'une période de conflit. L'USAID mène de larges activités de développement et d'assistance à l'étranger tout en veillant à développer des sociétés stables et libres, à créer des marchés et des partenaires commerciaux pour les États-Unis et à encourager la bienveillance à l'étranger. L'USAID est active dans environ 80 pays en voie de développement à travers le monde ([voir les lieux d'intervention de l'USAID](#)).

À Washington, le pôle de développement inclusif du Bureau de l'USAID pour le développement, la démocratie et l'innovation (DDI) comprend le portefeuille LGBTQI+, dirigé par Jay Gilliam, coordinateur principal LGBTQI+. Le portefeuille LGBTQI+ a pour objectif de veiller à ce que les organisations, les réseaux et les membres de la communauté LGBTQI+ aient la possibilité de participer à l'ensemble des programmes de développement, de consolidation de la paix et d'aide humanitaire de l'USAID et d'en bénéficier, ainsi que de faire progresser les droits de l'homme et l'inclusion sociale de toutes les personnes LGBTQI+. En 2014, l'USAID a publié la [LGBT Vision for Action](#) (Vision d'action LGBT), qui reflète l'engagement de l'USAID à protéger les droits de l'homme au sein de la communauté LGBTQI+ dans l'ensemble de ses programmes. Pour en savoir plus sur la manière dont l'USAID a soutenu les personnes LGBTQI+, consultez cette [fiche d'information](#) et ce [document de deux pages](#).

## Comprendre les possibilités de financement et de partenariat de l'USAID

Les subventions de l'USAID sont généralement importantes et, en raison des exigences complexes de comptabilité, elles sont souvent accordées à de grandes ONG internationales capables de gérer des budgets de plusieurs millions de dollars. Ces grandes ONG internationales sont généralement contraintes de veiller à ce que l'argent soit distribué en plus petites quantités aux ONG locales, souvent par le biais de sous-attributions.

L'USAID dispose de deux moyens principaux pour fournir des ressources aux communautés LGBTQI+ : le premier consiste en des programmes gérés par les missions nationales de l'USAID sur des priorités de développement thématiques, telles que définies dans la stratégie de coopération au développement du pays (Country Development Cooperation Strategy - CDCS). Parmi ces priorités figurent l'éducation, la résilience, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition, la sécurité de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, le développement des systèmes de marché, la formation professionnelle et le perfectionnement des compétences, la démocratie, les droits de l'homme, la gouvernance et la réforme de la justice, le renforcement des capacités des médias et de la société civile, la santé mondiale, y compris la santé et l'hygiène menstruelles, la santé parentale, le VIH/SIDA et d'autres maladies infectieuses, la prévention des conflits et la lutte contre l'extrémisme violent, l'aide humanitaire, la prévention des risques de catastrophe et l'aide d'urgence. Sur la base des priorités définies dans la CDCS, les missions de l'USAID déterminent les partenaires pour une programmation optimale, et les dirigeants de l'USAID définissent des objectifs pour la collaboration avec les partenaires locaux. Le second moyen pour l'USAID d'aider les communautés LGBTQI+ est de créer des partenariats public-privé gérés par Washington, qui mobilisent des fonds privés et utilisent des organisations intermédiaires dirigées par des membres de la communauté LGBTQI+ ayant des liens étroits avec des organisations de défense des droits au niveau local, national, régional et mondial.

## Pourquoi contacter l'USAID ?

- Afin de mieux comprendre les programmes actuels de l'USAID, les partenariats et les autres opportunités existantes pour renforcer les partenariats avec les OSC dirigées par des membres LGBTQI+ dans le cadre des programmes de développement.
- Afin de faire connaître vos priorités et vos besoins en termes de développement humain et de s'assurer que les programmes de l'USAID les prennent en compte.

## Comment contacter l'USAID ?

En plus de l'équipe LGBTQI+ de Washington, chaque mission ou bureau national de l'USAID dispose d'un point de contact LGBTQI+.

- ◆ Envoyez un courriel à [lgbtqi@usaid.gov](mailto:lgbtqi@usaid.gov) pour être mis en contact avec l'équipe LGBTQI+ de Washington, qui pourra ainsi vous communiquer le point de contact LGBTQI+ du pays de l'USAID et vous prévenir en cas d'opportunités de partenariats.
- ◆ Demandez à vos contacts à l'ambassade des États-Unis de vous mettre en contact avec le personnel de la mission ou du bureau national de l'USAID afin que vous puissiez mieux comprendre les programmes de développement et d'aide humanitaire dans votre pays.

## La protection des bénéficiaires contre la discrimination

En 2016, l'USAID a actualisé sa politique afin d'imposer des protections contre la discrimination dans le cadre des activités de tous les programmes de l'USAID. Ce qui signifie qu'en vertu de la politique existante de l'USAID, les Bureaux/Missions et les Unités Opérationnelles ne doivent pas discriminer un bénéficiaire ou un bénéficiaire potentiel, en particulier en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre. Le personnel de l'USAID et les partenaires opérationnels doivent traiter chaque allégation de discrimination avec rigueur et prendre les mesures appropriées pour la résoudre. À cette fin, l'USAID travaille à l'élaboration d'un mécanisme de responsabilisation pour recevoir et résoudre les plaintes déposées par des individus ou des groupes qui ont subi un préjudice économique, environnemental ou social causé par un projet ou une activité de l'USAID.

### Signaler une discrimination dans les programmes de l'USAID



*Vous pouvez signaler toute forme de discrimination LGBTQI+ au responsable concerné de l'USAID ou à l'inspecteur général de l'USAID. Vous pouvez également contacter l'équipe LGBTQI+ de Washington à l'adresse [lgbtqi@usaid.gov](mailto:lgbtqi@usaid.gov). Veuillez également informer le Conseil à l'adresse suivante : [info@globalequality.org](mailto:info@globalequality.org)*

## Le Plan présidentiel d'urgence d'aide à la lutte contre le SIDA (PEPFAR)

Le PEPFAR représente l'effort historique des États-Unis pour faire face à l'épidémie mondiale de VIH/SIDA et constitue l'investissement international le plus important jamais réalisé par un pays afin de lutter contre une seule maladie. Rien qu'en 2022, le Congrès américain a autorisé l'octroi de 5,4 milliards de dollars américains à des programmes bilatéraux de lutte contre le VIH/SIDA au niveau mondial dans le cadre du PEPFAR.

Alors que le PEPFAR est un effort unique dirigé par l'ambassadeur itinérant et coordinateur des activités du gouvernement des États-Unis pour lutter contre le VIH/SIDA dans le monde et par une équipe du département d'État (S/GAC), il est en réalité géré par huit organismes américains différents : le département d'État, l'USAID, le département du commerce, le département de la défense, le département du travail, le département du trésor, le Corps de la paix ainsi que plusieurs divisions du département de la santé et des services sociaux, notamment les centres pour le contrôle et la prévention

des maladies (CDC), l'agence fédérale américaine des produits alimentaires et médicamenteux (FDA), l'agence fédérale américaine des ressources et services de santé (HRSA), les instituts nationaux de la santé, le bureau des affaires mondiales et l'agence fédérale américaine des services de santé mentale et d'abus de substances.

Au niveau national, travailler avec le PEPFAR ou en recevoir des fonds est souvent associé à l'USAID ou au CDC. Cependant il existe également de plus petits projets provenant d'autres agences ou des ambassades des États-Unis elles-mêmes et les rôles des autres agences peuvent être très importants pour s'y retrouver dans les programmes et les opportunités. Le PEPFAR est actif dans plus de 50 pays et la planification des programmes se fait annuellement par le biais d'un plan opérationnel national (PON) ou d'un plan opérationnel régional (POR).

Le PEPFAR est engagé politiquement et financièrement à répondre aux populations concernées par l'épidémie de VIH, y compris les besoins spécifiques des femmes transgenres, des hommes gays et bisexuels et des autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH). Bien que l'exécution de ces engagements soit parfois déficiente, elle offre d'importantes possibilités d'engagement avec le programme dans votre pays. Il existe deux façons principales de travailler avec le PEPFAR, et de nombreuses organisations combinent les deux. La première consiste à recevoir des fonds du PEPFAR soit en qualité de partenaire principal (directement du gouvernement américain), soit en qualité de partenaire secondaire (par l'intermédiaire de grands organismes responsables de la mise en œuvre, en tant que partenaire d'un élément d'un projet plus vaste). La plupart des populations concernées et des groupes LGBTQI+ sont des sous-partenaires et se retrouvent souvent à devoir passer par le partenaire principal plutôt que par le PEPFAR directement pour ce qui est de leurs relations et de leur communication. La seconde façon, abordée plus en détail dans la section Diplomatie sanitaire mondiale du premier chapitre, consiste à s'engager auprès du PEPFAR au niveau national et international afin d'influencer la politique du PEPFAR et la manière dont il dépense son argent. Bien qu'un pourcentage important des fonds du PEPFAR soit consacré à la distribution directe de traitements contre le VIH, les groupes LGBTQI+ devraient avoir la possibilité de travailler avec le PEPFAR pour favoriser des environnements socialement et juridiquement favorables aux membres des groupes LGBTQI+ dans le cadre de la politique de santé mondiale des États-Unis.

Si votre pays bénéficie d'un financement du PEPFAR, vous pouvez demander à votre contact chargé des questions de droits de l'homme à l'ambassade des États-Unis s'il peut vous orienter vers des responsables du PEPFAR (qui peuvent ou non faire partie de l'équipe de l'USAID) afin de déterminer si votre organisation peut bénéficier des programmes existants du PEPFAR ou y participer. Cela doit être pris en compte même si ces programmes ne sont pas principalement des initiatives destinées à la communauté LGBTQI+. Une autre considération pour les groupes qui envisagent de demander un financement du PEPFAR concerne les restrictions supplémentaires qui ne s'appliquent pas à d'autres fonds du gouvernement américain. Toutes les organisations étrangères bénéficiant des fonds du PEPFAR doivent signer un « engagement anti-prostitution » inclus dans la loi actuelle pour certifier qu'elles ne vont pas « promouvoir ou préconiser la légalisation ou la pratique de la prostitution ou du trafic sexuel ». Bien que de nombreux groupes signent cet engagement sans pour autant apporter de changements substantiels à leur travail, cela peut constituer un obstacle pour de nombreux groupes militant pour les droits de l'homme, les droits des travailleurs du sexe et les droits de la communauté LGBTQI+. Pendant les mandats de certaines présidences américaines, les fonds alloués à la santé mondiale ont également été soumis à des restrictions en matière de discours, de partenariats, de services médicaux et d'activités liées à l'avortement, ce qui a souvent perturbé le travail et les contrats qui allaient bien au-delà du champ d'application prévu. Les ambassades peuvent être très réticentes à

discuter de ces restrictions ou de leurs implications, même sous les administrations américaines favorables aux droits de la communauté LGBTQI+.



Pour toute question concernant les restrictions de financement, veuillez contacter [info@globalequality.org](mailto:info@globalequality.org) pour obtenir de plus amples conseils et consulter ce guide de l'activiste pour participation au PEPFAR au niveau national.

## Les programmes de visiteurs internationaux

Le programme de leadership des visiteurs internationaux (est le programme d'échange professionnel du Département d'État qui vise à instaurer une compréhension mutuelle entre les États-Unis et d'autres nations par le biais de visites de courte durée aux États-Unis organisées avec soin pour les dirigeants actuels et émergents, y compris les dirigeants d'ONG. Ces visites reflètent les intérêts professionnels des visiteurs internationaux et contribuent à la réalisation des objectifs de politique étrangère des États-Unis. Les subventions de l'IVLP sont sélectionnées chaque année par les ambassades des États-Unis dans le monde entier. Il importe donc de faire savoir aux responsables politiques, économiques et de la diplomatie publique de l'ambassade des États-Unis que vous souhaitez être pris en considération. Lorsqu'un militant LGBTQI+ ougandais de renom a participé à l'un de ces programmes, le département d'État a annoncé la visite en précisant que :



**« Une des plus grandes militantes des droits de l'homme de l'Ouganda... est en visite aux États-Unis sous les auspices du programme de leadership des visiteurs internationaux du Département d'État des États-Unis afin de promouvoir les droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels (LGBT)... Elle s'entretiendra avec des membres d'agences gouvernementales, d'organisations non gouvernementales, de groupes religieux et de médias, ainsi qu'avec des représentants du gouvernement local et fédéral. Elle discutera ensuite avec des représentants américains et un public plus large de la situation des droits de l'homme en Ouganda et des difficultés rencontrées par les membres de la communauté LGBTI »<sup>2</sup>.**



## IVLP à la demande

Il existe un autre programme géré par le département d'État qui vise à financer les déplacements à l'intérieur des États-Unis lorsqu'un militant se rend déjà aux États-Unis à d'autres fins ou pour des réunions et que ses vols sont assurés par d'autres sources.

<sup>2</sup> Accessible à partir de l'adresse suivante : <https://2009-2017.state.gov/r/pa/prs/ps/2010/07/144419.htm>

Cela peut potentiellement ajouter deux semaines supplémentaires de travail intensif dans le cadre d'un échange professionnel personnalisé afin d'apprendre et de développer des compétences et de créer de nouvelles idées avec des dirigeants et des organisations de la société civile basées dans différentes villes des États-Unis. Il faut prévoir suffisamment de temps avant ces visites pour présenter une demande et planifier un tel voyage. Ce programme supplémentaire dans le cadre de l'IVLP peut être organisé par l'intermédiaire de votre ambassade ou avec l'aide de contacts à Washington.

### L'initiative pour les jeunes leaders africains (YALI) : bourse Mandela Washington

L'initiative pour les jeunes leaders africains (YALI) est une autre initiative du département d'État. Il s'agit d'une initiative symbolique des États-Unis visant à investir dans la prochaine génération de leaders africains. Son objectif consiste à instruire les jeunes leaders africains et à leur offrir des possibilités de réseautage grâce à des activités telles que la bourse Mandela Washington, une initiative qui permet aux participants d'étudier aux États-Unis pendant six semaines, tout en bénéficiant de ressources de suivi et d'un programme d'échange d'étudiants approfondi. Le programme mène également des initiatives régionales à travers le continent africain par l'intermédiaire des centres régionaux de leadership YALI. Les missions dans ces centres offrent des possibilités de formation en ligne et en présentiel, ainsi que des opportunités de développement professionnel dans trois domaines : Commerce et entrepreneuriat, Gestion de la société civile, et Politique publique et gestion. Le processus de sélection pour la bourse Mandela Washington se fait au mérite et les appels à candidatures sont lancés au cours de l'automne de chaque année.

Les candidats peuvent participer dans des campus à travers le continent, avec des options disponibles pour les anglophones, les francophones et les lusophones. Le Centre régional de leadership pour l'Afrique de l'Ouest est situé à l'Institut ghanéen de gestion et d'administration publique (GIMPA), à Accra, au Ghana, et au Centre africain d'études supérieures en gestion (CESAG), à Dakar, au Sénégal. Le Centre d'Accra dirige également un campus satellite à l'Administrative Staff College of Nigeria (ASCON), près de Lagos, au Nigeria, ainsi qu'un centre à Dakar, au Sénégal, pour les Africains francophones de l'Ouest. En Afrique de l'Est, le centre est situé à l'Université Kenyatta, à Nairobi, et le Centre régional de leadership pour l'Afrique australe est situé à l'Université de l'Afrique du Sud (UNISA), à la School of Business Leadership (SBL), près de Pretoria, en Afrique du Sud, avec un campus satellite à l'UniverSIDAde Eduardo Mondlane, à Maputo, au Mozambique, pour les lusophones.

### Le Prix international de la femme de courage décerné par le secrétaire d'État

Le prix international de la femme de courage (IWOC) a été créé pour rendre hommage aux femmes du monde entier qui ont courageusement défendu les droits, l'égalité et le progrès social de tous les citoyens, en dépit de l'adversité et des dangers auxquels elles ont été confrontées. Dans le cadre des activités liées au prix, les lauréates reçoivent une aide pour se rendre aux États-Unis afin de participer à une formation pratique et de dialoguer avec des pairs et des responsables à Washington et dans tout le pays, qui prennent à cœur leur travail et leur vision. Les lauréats voyagent également à travers les États-Unis pour participer à des programmes spécialement conçus pour les visiteurs internationaux.

Leur séjour dans le cadre de l'IVLP prend fin avec un dîner organisé par l'association American Women for International Understanding (Américaines pour la compréhension internationale, AWIU), au cours duquel les lauréats reçoivent des bourses spéciales pour poursuivre leur travail dans leur pays d'origine. Les nominations pour le prix IWOC se font par l'intermédiaire des ambassades et consulats des États-Unis dans le monde entier, sur la base du travail des candidates dont le personnel a connaissance. Par le passé, ces prix ont été décernés à des femmes transgenres. Nous encourageons les membres de notre communauté à nommer ou à auto-nommer des femmes lesbiennes, bisexuelles, transsexuelles et queer auprès de l'ambassade ou du consulat de leur pays pour leur travail extraordinaire au nom de nos communautés. Afin d'aider le personnel de l'ambassade à mieux comprendre votre nomination, renseignez-vous et fournissez tous les détails concernant la personne nominée, y compris des liens vers des articles et d'autres éléments concernant cette personne et son travail en ligne. Vous trouverez plus d'informations sur le prix et la procédure de candidature [ici](#).

# 4

## Comment les ambassades sont-elles organisées ? À qui s'adresser ?

Les plus grandes ambassades des États-Unis peuvent compter des centaines d'employés qui s'occupent d'une large variété d'affaires diplomatiques, économiques et consulaires. En outre, les diplomates américains changent souvent de poste à l'étranger, environ tous les deux ou trois ans, ce qui rend difficile de rester en contact avec l'ambassade des États-Unis lorsque les contacts changent si fréquemment. En raison de cette structure organisationnelle complexe, il est important de s'investir dans des relations personnelles avec plusieurs agents de l'ambassade. Pour ce faire, il est utile de comprendre qui devraient être vos interlocuteurs à travers les différentes sections de l'ambassade et quelles préoccupations vous pourriez soulever avec chacun d'eux.

### L'ambassadeur des États-Unis

Les ambassadeurs bilatéraux sont à la tête de leurs ambassades respectives en tant que représentant personnel du président des États-Unis. Un ambassadeur bilatéral coordonne le travail de tous les autres responsables américains et de toutes les agences gouvernementales américaines dans un pays donné. L'ambassadeur est également une personnalité publique importante qui assiste régulièrement à des événements et réceptions publics. Il serait probablement judicieux d'inviter l'ambassadeur à prendre la parole ou à inaugurer une conférence, un événement des Fiertés, un festival de films ou d'autres événements culturels liés à la communauté LGBTQI+. Différents ambassadeurs ont également organisé des réceptions diplomatiques pour des militants LGBTQI+ à l'ambassade ou à leurs résidences officielles. Lorsque l'ambassadeur n'est pas disponible, le deuxième plus haut fonctionnaire de l'ambassade, le chef de mission adjoint, peut assumer le rôle de représentation traditionnel de l'ambassadeur. Dans d'autres cas, ce rôle peut être délégué à la section de l'ambassade la plus appropriée sur le plan du fond. L'ambassadeur et le chef de mission adjoint ne constitueront probablement pas des contacts privilégiés, car leurs agendas et leurs emplois du temps ne leur permettent normalement pas de se concentrer sur une seule question. Ils sont néanmoins essentiels pour gérer toute situation d'urgence ou répondre à une tendance croissante aux préoccupations en matière de droits de l'homme.

### Audiences de confirmation du Sénat pour les ambassadeurs : une opportunité de consigner la mobilisation en faveur de la communauté LGBTQI+

*Les ambassadeurs des États-Unis sont nommés par le président, mais leur poste est confirmé par le Sénat des États-Unis. Dans le cadre du processus de confirmation, les candidats aux postes d'ambassadeur doivent répondre à des questions posées par des sénateurs américains concernant leurs qualifications pour le poste lors d'une audience publique devant la commission sénatoriale des relations étrangères. Le Conseil a souvent l'occasion de suggérer des questions aux bureaux du Sénat pour ces auditions de confirmation, notamment des questions sur le soutien du candidat aux droits de l'homme de la communauté LGBTQI+ et ses idées sur la manière de faire progresser ces droits. Grâce à des questions ciblées concernant la communauté LGBTQI+ posées lors d'une audience ouverte (et enregistrée), les audiences de confirmation peuvent permettre aux futurs ambassadeurs des États-Unis d'exprimer leur soutien envers la sensibilisation des communautés LGBTQI+, et tout engagement public qu'ils prennent au cours de l'audience peut ensuite être suivi de demandes de soutien une fois que l'ambassadeur aura pris ses fonctions dans une ambassade des États-Unis à l'étranger. Veuillez contacter le Conseil avec des suggestions de questions de confirmation dès que vous apprenez qu'un nouvel ambassadeur des États-Unis a été nommé pour servir dans votre pays.*



## Les affaires et rapports relatifs aux droits de l'homme

Les ambassades auront un ou plusieurs responsables politiques dont la tâche consiste à répondre aux cas d'urgence en matière de droits de l'homme et à gérer les rapports en la matière. Le travail des responsables politiques consiste à surveiller la politique intérieure et étrangère d'un pays hôte et à promouvoir les intérêts politiques des États-Unis, y compris les priorités des États-Unis en matière de droits de l'homme. Souvent, un ou plusieurs de ces agents peuvent être votre principal point de contact à l'ambassade, et un responsable politique est souvent la personne chargée de rédiger le rapport annuel sur les droits de l'homme. Vous devriez faire un effort pour connaître le fonctionnaire de l'ambassade qui rédige le rapport sur les droits de l'homme, et si cette personne n'est pas un responsable politique, vous devriez également faire un effort pour rencontrer le responsable politique qui s'occupe des questions relatives aux droits de l'homme.

## Les événements publics et les réponses aux médias

La plupart des ambassades auront un ou plusieurs responsables des affaires publiques dont le rôle consiste à travailler en étroite collaboration avec les médias locaux pour promouvoir les visions et les priorités des États-Unis. Les responsables des affaires publiques peuvent être en mesure d'aborder les questions LGBTQI+ dans le contexte du message plus large de l'ambassade en matière de droits de l'homme et peuvent travailler avec d'autres membres du personnel de l'ambassade pour inclure les préoccupations LGBTQI+ dans les événements publics qui mettent en évidence les priorités de l'ambassade des États-Unis en matière de droits de l'homme, de réforme économique ou juridique.

## Les problèmes d'égalité sur le lieu de travail

La majorité des grandes entreprises américaines disposent désormais de politiques positives sur le lieu de travail visant à promouvoir la diversité, y compris la diversité LGBTQI+, au sein de leurs bureaux américains. Étant donné que ces entreprises recrutent des employés LGBTQI+ pour leurs opérations à l'étranger, certaines ont ressenti le besoin de présenter aux autorités locales des arguments en faveur de l'égalité et de la diversité sur le lieu de travail et ont peut-être travaillé, dans certains cas, avec les ambassades des États-Unis pour les aider à faire valoir ce point de vue. Bien qu'il n'existe aucun bureau au sein des ambassades des États-Unis qui ait un mandat clair pour traiter les questions d'égalité sur le lieu de travail, dans certains cas, les ambassades peuvent travailler avec les chambres de commerce américaines locales pour soulever les problèmes liés à la communauté LGBTQI+ sur le lieu de travail avec les représentants du gouvernement du pays hôte, comme cela se fait souvent dans d'autres domaines liés aux affaires. Nous vous encourageons à impliquer les sections économiques et/ou commerciales de l'ambassade locale sur les questions liées au lieu de travail et de leur demander de trouver un moyen approprié de structurer ces questions dans le cadre d'un dialogue bilatéral plus large sur la politique commerciale et économique.

## Les problèmes de visa

Les agents consulaires de chaque ambassade délivrent des visas et facilitent le voyage aux États-Unis pour les citoyens locaux. Les agents consulaires sont tenus d'appliquer des procédures d'immigration strictes qui rendent souvent difficile le voyage aux États-Unis pour les jeunes militants d'ONG (ou plutôt pour un certain nombre d'autres citoyens) disposant de peu de ressources financières. Ils doivent également imposer des contrôles de sécurité sur les demandes de visa, rendus nécessaires par les réalités du terrorisme dans l'environnement post-11 septembre.

Le processus d'obtention d'un visa pour les États-Unis est difficile, souvent intimidant, et de nombreux demandeurs de visa se sentent frustrés, voire humiliés, par le type de questions que les agents consulaires sont tenus de poser. Ces agents suivent simplement des protocoles stricts pour la délivrance des visas, qui garantissent notamment que la personne ne deviendra pas un « fardeau public » après son arrivée aux États-Unis. En tant qu'organisation américaine, le Conseil comprend la difficulté de ce processus et le stress qu'il crée à la fois pour nos collègues des ONG et pour nos associés du Département d'État travaillant dans les ambassades et les consulats américains. Le processus de demande de visa américain est un processus difficile dans un monde difficile.

*Pour obtenir des conseils supplémentaires sur la demande de visa des États-Unis et les types de documents que vous devrez produire pour justifier votre demande, consultez la section voyages du site Web du Département d'État à l'adresse suivante :*  
[http://travel.state.gov/visa/visa\\_1750.html](http://travel.state.gov/visa/visa_1750.html).

### Stimuler le gouvernement des États-Unis dans les espaces multilatéraux pour soutenir les programmes locaux en faveur de la communauté LGBTQI+

De nombreuses institutions multilatérales, principalement des entités des Nations Unies, ont fait des progrès significatifs dans l'adoption de politiques et la mise en œuvre de programmes visant à protéger les droits et à favoriser l'inclusion des personnes LGBTQI+. Cet engagement et cette attention de la part des institutions multilatérales ont conduit à une augmentation des fonds et des programmes ayant un impact significatif sur les personnes LGBTQI+. Toutefois, les progrès ont été inégaux et de nombreux défis demeurent. Les défenseurs LGBTQI+ travaillant dans ces espaces de haut niveau sont souvent dépassés et manquent parfois de l'expertise nécessaire pour s'engager efficacement. Malgré ces défis, les défenseurs qui choisissent de s'engager dans cet espace disposent de nombreux outils et opportunités pour garantir des résultats significatifs. Certaines de ces opportunités incluent le partenariat avec d'autres organisations disposant de l'expertise et des outils d'engagement appropriés : par exemple, des organisations accréditées par l'ONU telles qu'Outright International et ILGA peuvent soutenir la participation d'activistes locaux aux réunions de haut niveau de l'ONU et aider à organiser des événements parallèles ayant un impact significatif. De la même manière, les défenseurs peuvent travailler avec des partenaires comme le gouvernement des États-Unis et ces organisations internationales pour les aider à exprimer leurs problèmes et préoccupations.

Le processus d'Examen périodique universel (EPU) constitue un exemple de moyen efficace de collaborer avec le gouvernement américain dans ces espaces de haut niveau. L'EPU est un mécanisme du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Dans le cadre de l'EPU, les bilans en matière de droits de l'homme des 193 États membres des Nations Unies sont examinés régulièrement. L'EPU s'avère être un outil précieux pour accroître l'attention et la réponse internationales aux violations des droits de l'homme fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (OSIG). Il s'agit également d'une opportunité cruciale pour les ONG locales de demander des comptes à leurs gouvernements sur leur bilan en matière de droits de l'homme devant la communauté internationale. Certaines des recommandations, éclairées par les contributions de la société civile et soulevées par les États membres de l'ONU lors des précédentes sessions de l'EPU, se sont concentrées sur la décriminalisation, la fin de l'impunité pour les meurtres fondés sur l'OSIG, la sanction de ceux qui maltraitent les minorités sexuelles en détention, l'avancement de la législation en faveur de l'orientation sexuelle et l'identité de genre, ainsi que les programmes liés au VIH et aux traitements rétroviraux pour les minorités sexuelles.

Des pays comme les États-Unis sont ouverts à l'engagement avec la société civile et bénéficient souvent de conseils sur les questions à soulever et les mesures nécessaires pour améliorer la situation locale des droits de l'homme. Les défenseurs peuvent également travailler en étroite collaboration avec les États-Unis pour faire pression sur leurs gouvernements au sujet de leur bilan en matière de droits de l'homme, poser des questions au nom des militants LGBTQI+ dans un environnement hostile et soutenir la participation de la société civile au sein des Nations Unies. L'EPU offre une occasion unique de sensibiliser aux nombreuses violations des droits de l'homme subies en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre. Cela donne aux défenseurs l'opportunité de mettre en avant leurs préoccupations, de renforcer les anciens liens et de construire de nouveaux partenariats, de favoriser des évolutions positives, de mobiliser un soutien international de haut niveau et de formuler des recommandations concrètes en faveur du changement.

En cliquant sur ce [lien](#), vous pouvez en savoir plus sur le processus EPU, notamment sur la manière de participer au processus et sur d'autres informations pertinentes pour améliorer votre efficacité dans l'espace. En dehors de l'EPU, il existe également d'autres moyens de plaider dans de vastes espaces multilatéraux afin d'activer le soutien et le partenariat du gouvernement des États-Unis. Par exemple, les défenseurs peuvent contacter leurs ambassades locales et organiser des réunions avec le personnel concerné pour en savoir plus sur la manière dont ils peuvent encourager le gouvernement des États-Unis à faire part de ses préoccupations dans les espaces multilatéraux, à formuler des recommandations sur les problèmes qui les concernent et éventuellement à soumettre des questions ou des sujets qui sera soulevée par le gouvernement des États-Unis au nom de la communauté LGBTQI+ locale. De même, les défenseurs peuvent informer le personnel des ambassades sur leur mobilisation et leur travail au sein des espaces régionaux des droits de l'homme comme l'Organisation des États américains ou la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

# 5

## Quand les choses tournent mal

L'objectif de ce guide est de présenter les opportunités d'exploiter au mieux le soutien des ambassades des États-Unis dans le but de faire progresser le mouvement local en faveur de l'égalité LGBTQI+. Mais que se passe-t-il lorsque l'ambassade des États-Unis ou de mauvais acteurs des États-Unis font partie du problème ? Ce chapitre propose quelques idées concernant ce qu'il faut faire lorsque les choses tournent mal.

### Lorsque les militants américains répandent la haine

Les acteurs et organisations anti-LGBTQI+ basés aux États-Unis sont souvent directement ou indirectement responsables de favoriser, et souvent de financer, des politiques ciblant les droits des membres de la communauté LGBTQI+ à l'étranger. À mesure que le soi-disant mouvement anti-genre se renforce, ces activistes gagnent en pouvoir et en influence. Alors, que pouvez-vous faire lorsque des acteurs américains alimentent ou financent des politiques anti-LGBTQI+ ou d'autres initiatives préjudiciables dans votre pays ?

Tout d'abord, portez cette situation à l'attention de l'ambassade des États-Unis et de notre personnel au Conseil. Il serait alors judicieux de demander à l'ambassade si elle serait prête à exprimer directement son opinion pour contrer les positions préjudiciables venant des États-Unis ou à financer d'autres programmes ou intervenants visant à contrer ces messages. Le gouvernement des États-Unis ne peut pas, de manière générale, restreindre la capacité des citoyens américains à voyager à l'étranger, mais il peut et doit contrer activement les messages préjudiciables émanant d'acteurs américains, soit directement, soit par l'intermédiaire de substituts. Si le message venait d'acteurs religieux, l'ambassadeur itinérant des États-Unis pour la liberté religieuse internationale, basé à Washington, pourrait être bien placé pour s'exprimer dans le but de contrer la rhétorique dangereusement extrémiste ou pour faire entendre les voix religieuses soutenant la communauté LGBTQI+ et proposant une contre-perspective.

Vous devez également vous demander s'il existe des possibilités d'empêcher ces acteurs américains nuisibles de venir dans votre pays dès le départ. Certains pays ont la possibilité de refuser des visas ou de limiter l'entrée sur leur territoire aux extrémistes qui incitent à la violence par leur rhétorique ou leur financement.

### Interdiction de voyager à l'étranger aux extrémistes américains

*Les autorités et les tribunaux américains n'ont généralement pas l'autorité légale nécessaire pour empêcher les citoyens américains de voyager à l'étranger, même lorsqu'ils voyagent à l'étranger pour inciter à la discrimination ou à la violence. Cependant, d'autres pays peuvent prendre des mesures indépendantes pour interdire aux extrémistes américains d'entrer sur leur territoire.*

*En 2016, l’Afrique du Sud interdit Steven Anderson, un citoyen des États-Unis, extrémiste anti-LGBTQ+ bien connu. Il a également été expulsé du pays voisin, le Botswana, après que des militants locaux ont lancé une pétition appelant à son interdiction de séjour dans leur pays également.*

*Ce que vous pouvez faire lorsque des extrémistes religieux américains visitent votre pays :*

- *Consigner par écrit votre inquiétude et alerter l’ambassade des États-Unis.*
- *Renforcer et promouvoir d’autres porte-parole représentant des opinions de tolérance et de compréhension.*
- *Demandez à l’ambassadeur des États-Unis de tweeter ou de réfuter les messages venant des États-Unis.*
- *Si possible, organiser une table ronde avec le gouvernement local, les chefs religieux et les responsables de la communauté LGBTQ+ dans le but de soulever les inquiétudes concernant ces acteurs discrédités.*
- *Contactez TFAM Global. TFAM Global peut vous mettre en contact avec des chefs religieux au sein de la communauté de soutien aux États-Unis et au-delà. Ces dirigeants peuvent directement défier les extrémistes.*

### Lorsque vous avez perdu le contact avec l’ambassade des États–Unis

Les diplomates américains changent généralement tous les deux ou trois ans, ce qui représente un véritable défi pour les militants locaux qui entretiennent de bonnes relations de travail avec les diplomates, pour ensuite les voir changer de poste au moment où la relation devient productive. Pour atténuer ce problème, lorsque votre contact quitte ses fonctions, vous devez vous assurer de demander à être présenté au nouveau diplomate qui prendra la relève. Il n’y a pas toujours de prise de fonction immédiate et parfaite, mais votre contact devrait quand même être en mesure de vous aider à rendre ces introductions possibles.

De plus, vous devriez essayer d’établir des relations de travail avec le personnel local non citoyen américain qui travaille dans chaque ambassade américaine. Le personnel local et national ne fait pas l’objet d’une rotation, il est donc probable qu’il reste beaucoup plus longtemps, même si les diplomates et ambassadeurs de carrière ne sont pas permanents. Le personnel local, appelé « ressortissants nationaux du service diplomatique », sert souvent de point d’ancrage permanent dans de nombreuses ambassades et peut être extrêmement utile dans ce contexte.

Enfin, si vos contacts ont disparu au cours d’une période prolongée, n’hésitez pas à contacter le Conseil. Nous pourrions vous aider à retrouver un nouveau contact à l’ambassade ainsi qu’un contact à Washington. N’oubliez pas que chaque ambassade rend compte à un responsable de bureau à Washington qui suit également votre pays et les problèmes locaux quotidiennement et à temps plein.

## Lorsque l'ambassade des États-Unis se cache derrière le principe « Ne pas nuire »

Même si elles ne se comportent pas toujours conformément au principe « ne pas nuire », les ambassades des États-Unis le connaissent bien. Il s'agit du principe directeur des diplomates américains qui consiste à ne rien faire qui puisse aggraver la situation des acteurs LGBTQI+ au niveau national. Néanmoins, parfois, ils se cachent derrière ce principe pour ne rien faire. Face à d'autres priorités bilatérales et à des attitudes politiques complexes ou carrément hostiles à l'égard des membres de la communauté LGBTQI+, il est bien plus facile pour une ambassade de ne rien faire plutôt que de se lancer dans des débats politiques et culturels complexes. C'est ainsi que, pour justifier une telle inaction, l'ambassade invoque souvent le principe « ne pas nuire », surtout si le discours politique local écarte déjà les préoccupations de la communauté LGBTQI+ en les qualifiant d'importation occidentale ou coloniale en conflit avec les valeurs « traditionnelles ». En outre, pour justifier leur inaction, les diplomates américains pourraient également souligner les opinions inévitablement divergentes des militants locaux concernant la meilleure approche à suivre.

Le Conseil estime fermement que le principe « ne pas nuire » ne doit jamais être assimilé à « ne rien faire ». Les militants locaux auront toujours des débats houleux concernant la meilleure approche à suivre, ce qui est tout à fait approprié et sain. Cela se produit tout aussi souvent aux États-Unis. La diversité des stratégies doit être accueillie favorablement ; un mouvement sera rarement pleinement unanime en ce qui concerne toutes ses actions. Le principe « ne pas nuire » peut imposer une approche « derrière les coulisses » face aux problèmes et une approche plus discrète du financement local, mais il est presque toujours possible de se mobiliser. Face à une attitude d'inaction, quelques mesures pourraient aider une ambassade à passer à l'action.

Vous devez rappeler aux contacts de votre ambassade locale qu'un [mémorandum présidentiel](#) donne spécifiquement instruction à toutes les ambassades et à toutes les agences américaines des affaires étrangères de « veiller à ce que la diplomatie et l'aide étrangère des États-Unis défendent et protègent les droits de l'homme des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres partout dans le monde ». Vous pouvez également contacter d'autres ambassades locales favorables à la communauté LGBTQI+ pour voir si elles pourraient contacter l'ambassade des États-Unis dans le but d'encourager une position plus solidaire et collaborative. Les ambassades aiment souvent travailler collectivement sur les préoccupations de la communauté LGBTQI+, sachant que l'action collective offre une plus grande couverture politique et est souvent plus efficace.

Si ces efforts n'aboutissent pas, veuillez nous contacter au Conseil, et nous pourrions vous aider à transmettre votre demande aux responsables du Département d'État à Washington. En fin de compte, toutes les ambassades et ambassadeurs reçoivent leurs ordres de Washington.

## Lorsque les politiques américaines nuisent aux coalitions et aux programmes

Il existe des restrictions à propos du financement américain qui fixent les objectifs politiques et qui ont un impact sur la santé et les droits des LGBTQI+. Même si bon nombre de ces restrictions ne sont pas en place sous l'actuelle administration Biden, les dégâts peuvent perdurer. Sous certaines présidences américaines, les fonds de la santé mondiale ont été assortis à des restrictions par l'intermédiaire de ce que l'on appelle la « règle du bâillon mondial » (également appelée politique de Mexico ou Protection de la vie dans le cadre de l'aide pour la santé mondiale).

Bien que souvent décrite comme une restriction à l'avortement, cette politique restreint également la parole, les partenariats, les services médicaux et les activités liées à l'avortement, perturbant souvent le travail et les contrats des services de santé et des coalitions pour la communauté LGBTQI+. Les ambassades peuvent être très réticentes à discuter de cette politique, des restrictions associées ou de leurs implications, même lorsque les administrations américaines sont favorables aux droits LGBTQI+, et il peut sembler politiquement risqué de demander plus d'informations ou de clarifications.

Outre les restrictions réelles ou perçues à l'avortement, toutes les organisations étrangères bénéficiaires des fonds du PEPFAR doivent signer un « engagement anti-prostitution » pour certifier qu'elles ne « favoriseront pas ou ne préconiseront pas la légalisation ou la pratique de la prostitution ou du trafic sexuel ». Même si de nombreuses organisations signent cet engagement sans apporter de changements substantiels à leur travail, cela peut constituer un obstacle à de nombreux droits humains, aux droits des travailleurs sexuels et à la communauté LGBTQI+, en particulier au sein des consortiums de populations clés. Le Conseil peut aider à répondre aux questions et à connecter les individus et les organisations à un soutien supplémentaire.

### Lorsque les établissements financés par les États-Unis font preuve de discrimination à l'égard des membres de la communauté LGBTQI+

Il y a eu des cas où des établissements financés par les États-Unis ont fait preuve de discrimination à l'égard des membres de la communauté LGBTQI+, y compris des cas extrêmes où des cliniques VIH/SIDA fonctionnant avec l'aide étrangère américaine auraient orienté des clients LGBTQI+ vers des programmes dits de thérapie de conversion. Les établissements financés par les États-Unis ne sont pas autorisés à discriminer les membres de la communauté LGBTQI+, et il leur est spécifiquement interdit de soutenir ou d'orienter des personnes vers des programmes de thérapie de conversion.

La discrimination envers la communauté LGBTQI+ ne doit jamais être tolérée et tous les cas de discrimination doivent être signalés à la direction de l'établissement ou du programme discriminatoire. Le Conseil peut aider à déposer une plainte auprès de hauts responsables à Washington si les plaintes locales sont inefficaces ou potentiellement dangereuses.

### Lorsque les événements de l'ambassade liés notamment aux fiertés engendrent des réactions négatives

Chaque année, au cours du mois des Fiertés, le Département d'État considère de plus en plus les employés qui font partie de la communauté LGBTQI+ en hissant le drapeau des Fiertés et du Progrès dans les ambassades et les consulats. En outre, les responsables américains du monde entier participent à des événements liés aux Fiertés, que ce soit virtuellement ou en personne. Ces événements liés aux Fiertés réitérent l'engagement du gouvernement américain envers ses employés LGBTQI+ et constituent une source d'inspiration pour les membres de la communauté des pays où les événements ont lieu. Il est toutefois essentiel de garder à l'esprit que, dans certains cas, le simple geste de lever le drapeau des Fiertés par l'ambassade peut mener à des réactions négatives et à la dénonciation des communautés locales. Il y a eu, par exemple, des réactions négatives importantes envers une réception organisée pour les Fiertés à l'ambassade des États-Unis au Pakistan en 2011 après que les médias locaux ont couvert l'événement et que des groupes islamiques conservateurs ont protesté contre ce qu'ils ont appelé le « terrorisme culturel ».

Vous devez contacter l'ambassade des États-Unis dans votre pays pour vous renseigner sur les événements liés aux Fiertés prévus et discuter des avantages ou des réactions négatives potentielles que pourrait engendrer l'attention du public envers ces événements. Vous devriez également discuter des invitations à ces événements pour les dirigeants communautaires locaux et des opportunités supplémentaires de partenariat et de soutien pour les événements liés aux Fiertés mis en place et organisés localement.

### Étude de cas : lorsque la diplomatie tourne mal

*L'engagement fort et structuré d'un ancien ambassadeur des États-Unis en Zambie constitue une mise en garde. Fin 2019, l'ambassadeur des États-Unis de l'époque, Daniel Foote, s'est exprimé publiquement en faveur de la communauté LGBTQI+ locale et s'est dit « horrifié » par la peine de 15 ans de prison imposée à un couple gay zambien en vertu de la loi sur la sodomie datant de l'époque coloniale du pays. La déclaration publique de l'ambassadeur Foote, publiée sur le site Internet de l'ambassade, était inhabituellement directe pour un diplomate américain et reflétait le choc que lui et beaucoup d'autres ont ressenti après le prononcé de la sentence. En réponse, le gouvernement zambien a demandé son renvoi et le Département d'État a été contraint de le rappeler aux États-Unis, créant ainsi un conflit diplomatique important entre les deux pays.*

*En fin de compte, la position de principe et hautement publique de l'ambassadeur Foote a peut-être eu l'effet inverse, même si elle a également contribué à modérer le débat en cours sur les droits LGBTQI+ en Zambie. Il s'agit d'une mise en garde et nous invitons toutes les ambassades et tous les militants à être prudents et à réfléchir attentivement aux dépens et aux avantages potentiels d'un engagement direct de l'ambassade des États-Unis. Parfois, cette réaction négative peut être le résultat inévitable d'une contribution diplomatique importante et mûrement réfléchie, mais à d'autres moments, elle peut être contre-productive. Les militants locaux sont les seuls à pouvoir faire la différence et, pour cette raison, ils sont indispensables pour décider quand et comment les ambassades américaines doivent s'exprimer. Heureusement, dans cette affaire, le personnel de l'ambassade des États-Unis, en coordination avec la communauté diplomatique au sens large, est resté engagé en coulisses pour soutenir le couple dont la condamnation extrême a déclenché l'indignation de l'ambassadeur Foote. Les deux hommes ont finalement été graciés par le président zambien et libérés de prison en mai de l'année suivante.*



# 6

## Conseil final

Dans l'ensemble, nous vous encourageons à considérer les ambassades des États-Unis comme étant des partenaires dans la défense des droits de l'homme et des droits civils fondamentaux de toutes les personnes, y compris les membres de la communauté LGBTQI+. Depuis 2009, lorsque les questions relatives aux droits de l'homme de la communauté LGBTQI+ ont été explicitement intégrées dans les objectifs de la politique des États-Unis en matière de droits de l'homme, les ambassades des États-Unis ont été encouragées à se manifester davantage et à être plus actives dans ce domaine. Nous avons en outre constaté une différence remarquable dans la manière dont les ambassades s'acquittent de ces tâches. Toutefois, compte tenu le temps nécessaire et l'attention requise par les agents de l'ambassade, le meilleur point de départ pourrait être que vous preniez contact avec l'ambassade et de commencer à développer le type de relations amicales mais professionnelles qui peuvent vous permettre de profiter des opportunités qui peuvent se présenter au cours de l'année.

Il est bien entendu important de reconnaître que votre organisation ne sera pas la seule à solliciter l'attention de l'ambassade. Il existe des dizaines de questions qui nécessitent l'intervention des États-Unis à tout moment, et des dizaines de priorités administratives qui peuvent détourner ou retarder l'action. Les personnalités et les intérêts de chaque membre du personnel peuvent également entrer en jeu : ce n'est pas parce qu'un responsable s'intéresse à votre organisation ou à vos problèmes qu'un autre sera également intéressé.

Votre meilleure chance d'attirer l'attention est d'ancrer vos demandes de mobilisation dans un langage adapté auquel le personnel diplomatique peut être attiré : celui du soutien des États-Unis à l'égalité de traitement, à l'État de droit, aux communautés fortes et cohésives dans lesquelles les droits de chaque individu et minorité sont pleinement respectés et aux libertés fondamentales d'association, d'expression et de parole, que nous considérons toutes comme fondamentales à toute société véritablement démocratique. En faisant cause commune avec les objectifs fondamentaux de la diplomatie américaine, vous pouvez renforcer les chances que vos préoccupations soient entendues et prises en compte.

Dans le même ordre d'idées, il convient de souligner à quel point les problèmes que rencontrent les membres de la communauté LGBTQI+ dans votre pays ont un impact négatif sur la cohésion plus large du pays. Lorsque les membres de la communauté LGBTQI+ et les autres minorités sont marginalisés économiquement et exclus de la participation ouverte à la société, la cohésion sociale du pays ne peut que s'effriter. Lorsque les préoccupations en matière de santé LGBTQI+ sont ignorées, souvent parce que les relations homosexuelles sont criminalisées, les effets se font inévitablement ressentir sur la santé dans son ensemble. Et lorsque les voix LGBTQI+ sont ignorées ou ne peuvent pas être entendues, l'engagement d'un pays en faveur de la démocratie ne peut qu'être remis en question. Faites valoir ce point à vos contacts au sein de l'ambassade, et vous disposerez d'arguments plus solides pour bénéficier du soutien de l'ambassade.

Enfin, concentrez-vous sur vos demandes. Il sera beaucoup plus facile de convaincre l'ambassade d'agir lorsque vous pourrez démontrer que votre demande est bien fondée, spécifique et réaliste.

Avez-vous besoin qu'un problème soit relayé au gouvernement local ? Expliquez à votre interlocuteur à qui s'adresser et qui éviter, et vers quel département du gouvernement se tourner. Vous souhaitez obtenir un soutien financier ? Soyez réaliste dans votre demande, indiquant ainsi clairement que vous comprenez les limites du financement, et présentez une demande bien réfléchie qui montre un objectif concret et réalisable à court terme et un engagement envers les résultats. Vous souhaitez une déclaration publique de préoccupation ? Encore une fois, associez votre problème aux principes et valeurs des États-Unis, en soulignant que votre demande est conforme à la mission de l'ambassade ou du consulat.

Il existe un monde d'opportunités qui attendent d'être exploitées par les groupes de défense des droits de la communauté LGBTQI+ qui peuvent s'associer aux États-Unis et à d'autres ambassades. Veuillez-vous joindre au Conseil pour explorer ce nouveau monde. Nous attendons avec impatience de connaître les résultats positifs que vous obtiendrez dans vos pays.



## Annexe A : Sujets de préoccupation majeurs pour l'administration Biden

Grâce aux informations fournies dans ce guide, nous invitons les militants locaux et les groupes LGBTQI+ à se rapprocher des ambassades des États-Unis en vue d'établir des partenariats et d'obtenir un soutien leur permettant de faire avancer les priorités identifiées au niveau local et de répondre aux besoins locaux et non aux priorités des plus hauts décideurs politiques américains à l'ambassade ou à Washington. Cela dit, il peut néanmoins être utile de comprendre certaines des questions qui intéressent particulièrement l'administration Biden, souvent parce qu'elles ont été publiquement identifiées comme des priorités de l'administration et que les ambassades sont censées faire rapport à Washington de leur engagement sur ces questions. Le fait de positionner vos demandes locales de manière à aborder ces sujets pourrait être utile pour attirer un soutien supplémentaire de la part de l'ambassade si les objectifs politiques s'alignent.

### Décriminalisation

En février 2021, peu après avoir pris ses fonctions, le président Biden a publié un mémoire présidentiel intitulé « Faire progresser les droits de l'homme au sein de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre, queer et intersexe dans le monde entier », établissant ainsi les priorités de son administration. La toute première section charge les ambassades et les diplomates américains de lutter contre la criminalisation du statut ou du comportement de la communauté LGBTQI+ à l'étranger. Il s'agit là d'une priorité majeure du département d'État à Washington, et ce depuis l'administration Obama.

Outre l'attention portée aux préjudices causés par de nombreuses lois sur la sodomie et d'autres lois connexes qui criminalisent encore directement les relations et l'expression homosexuelles dans le monde entier, la priorité accordée par le président Biden à la décriminalisation est de plus en plus perçue comme un soutien à des réformes plus larges d'un large éventail de lois et de réglementations qui limitent les droits et les possibilités des membres de la communauté LGBTQI+. Ces réformes comprennent désormais, entre autres, des efforts visant à supprimer les interdictions de se travestir et à adopter des lois sur la reconnaissance de l'identité sexuelle afin de permettre aux personnes transgenres et non binaires de modifier leurs documents d'identité nationaux par le biais de procédures administratives simples reposant sur les principes de l'autonomie et de l'autodétermination. Pour en savoir plus sur cette priorité de l'administration Biden, consultez la note d'information du Conseil pour l'égalité mondiale (Council for Global Equality) : Vers une stratégie de décriminalisation inclusive et efficace (Toward an Inclusive and Effective Decriminalization Strategy).

### Pratiques de thérapie de conversion

La « thérapie de conversion » est connue sous de nombreux noms : « pratiques de conversion », selon de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme, « efforts de changement de réorientation sexuelle et d'identité de genre », dans le langage des chercheurs universitaires et dans des contextes préjudiciables, « thérapie réparatrice », « thérapie régénératrice », « soutien et aide en cas d'attirance pour le même sexe », et bien d'autres appellations qui permettent aux praticiens d'échapper à toute responsabilité.

Peu importe le nom qui leur est donné, les thérapies de conversion sont pratiquées dans le monde entier, dans les pays du Nord et du Sud, dans le milieu médical et dans d'autres milieux cliniques, dans les familles et les communautés religieuses, ainsi que dans les écoles et les prisons. Elles sont encouragées par des experts pseudo-scientifiques et par des chefs religieux issus de pratiquement toutes les grandes confessions. Ces pratiques ont un impact négatif sur la santé physique et mentale des victimes LGBTQI+. Nombre d'entre eux souffrent de dépression, d'anxiété sociale, de toxicomanie, de pensées suicidaires ou de tentatives de suicide.

Les pratiques de thérapie de conversion ont été complètement démystifiées et discréditées, et de nombreuses organisations professionnelles nationales et internationales, dont l'association médicale américaine, l'association américaine de psychologie et l'académie américaine de pédiatrie, ont fermement et entièrement condamné les pratiques de thérapie de conversion. De même, les Nations unies ont jugé que ces pratiques pouvaient être assimilées à de la torture ou à des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En juin 2022, le président Biden a publié un décret dans lequel il a déclaré que l'administration devait « protéger les jeunes LGBTQI+ contre des pratiques dangereuses telles que la thérapie de conversion », aussi bien dans son pays qu'à l'étranger. À cette fin, la Maison Blanche a chargé le Département d'État de « mettre au point un plan d'action visant à faire cesser cette pratique dans le monde entier », en recourant à des programmes d'aide à l'étranger, en participant à des banques multilatérales de développement et à des institutions internationales de développement, ainsi qu'à d'autres activités menées par les ambassades et les délégations des États-Unis dans le monde entier. Les ambassades des États-Unis doivent également rendre compte de l'utilisation des pratiques de thérapie de conversion dans leurs rapports annuels sur les droits de l'homme.

Dans le cadre de cette nouvelle démarche, les ambassades des États-Unis devraient se montrer très ouvertes à rencontrer des groupes locaux afin de recevoir des informations et des rapports sur ces pratiques dans votre pays. Le conseil pour l'égalité mondiale (Council for Global Equality) a publié une note d'information contenant des recommandations au gouvernement américain sur la manière de s'opposer à ces pratiques dans le monde entier.

## Liberté d'expression et d'association

Compte tenu des solides protections de la liberté d'expression énoncées dans la Constitution américaine et des traditions de liberté d'expression et de liberté d'association liées à la jurisprudence américaine, les ambassades et les diplomates américains ont souvent un penchant particulier pour la défense de la liberté d'association et de la liberté d'expression dans le cadre de campagnes ou d'affaires liées à la liberté d'expression. Cela peut inclure le soutien aux marches des Fiertés interdites ou à d'autres manifestations ou rassemblements. Il peut également s'agir de soutenir les demandes d'enregistrement d'organisations locales de la société civile LGBTQI+ en vertu des lois locales sur les associations ou les impôts qui régissent les autres organisations caritatives ou de la société civile dans le pays. Ces demandes d'enregistrement d'ONG peuvent être particulièrement difficiles dans les pays où les relations au sein de la communauté LGBTQI+ sont criminalisées, car les autorités locales peuvent chercher à refuser la reconnaissance légale ou le statut fiscal à une association LGBTQI+ en prétendant qu'elle est organisée pour soutenir des activités jugées criminelles en vertu des lois locales. Les États-Unis dénoncent également les lois sur les agents étrangers qui empêchent les organisations LGBTQI+ et d'autres organisations de la société civile de recevoir des fonds internationaux ou d'établir des partenariats avec des organisations ou des gouvernements étrangers. Cet ensemble de problèmes liés à

la liberté d'expression et d'association devrait susciter une vive préoccupation de la part des responsables des ambassades américaines.

## Crimes de haine, examens anaux forcés et torture

Les autorités américaines ont pour obligation d'interdire les visas et les voyages aux États-Unis aux représentants de gouvernements étrangers et aux membres de leur famille immédiate s'il existe des preuves crédibles laissant penser qu'ils ont été impliqués dans « une violation flagrante des droits de l'homme ». D'autres mesures, généralement discrétionnaires, peuvent également s'appliquer. Compte tenu de ces exigences en matière de sanctions, les ambassades des États-Unis sont tenues de signaler les violations des droits de l'homme susceptibles de déclencher des sanctions obligatoires ou discrétionnaires à l'encontre des auteurs de telles violations.

Dans le contexte de la violence extrême à l'encontre des personnes LGBTQI+, il s'agirait très probablement de meurtres, de disparitions, de crimes de haine extrêmes et de tortures. Pour ce qui est de la torture, la plupart des experts en droits de l'homme estiment aujourd'hui qu'elle devrait inclure l'utilisation d'examens anaux forcés par des agents de l'État comme outil médico-légal discrédité pour tenter de prouver une activité sexuelle illégale. Les examens anaux et les examens de virginité qui y sont associés manquent de crédibilité médico-légale, sont strictement condamnés par l'Organisation mondiale de la santé et devraient être considérés comme des formes de torture ou de traitement cruel, inhumain ou dénigrant dans un contexte carcéral. Ces procédures, lorsqu'elles sont pratiquées par du personnel médical ou dans un cadre médical, doivent également être considérées comme une violation grave de l'éthique médicale. Dans tous ces contextes, les examens anaux forcés pourraient entraîner des sanctions américaines à l'encontre des fonctionnaires étrangers qui les ordonnent ou les pratiquent.

Un projet de loi en instance au Congrès américain préciserait les types de violence à l'encontre des personnes LGBTQI+ qui entraînent nécessairement des sanctions, en mentionnant pour la première fois les crimes suivants en termes clairs en tant qu'infractions passibles de sanctions : des actes de torture ou des traitements ou peines cruels, inhumains ou dénigrants, la détention prolongée sans inculpation ni jugement, la disparition de ces personnes suite à leur enlèvement et à leur détention clandestine, ou tout autre déni flagrant du droit à la vie, à la liberté ou à la sécurité de ces personnes.

Les rapports sur les droits de l'homme soulevant des violations extrêmes de ces droits devraient inciter les ambassades des États-Unis à ouvrir des enquêtes liées aux sanctions. Dans le cas contraire, veuillez contacter le Conseil afin de discuter des autres options possibles en vue d'ouvrir une enquête sur les sanctions.

## Violations à l'encontre des intersexes

L'administration Biden s'est engagée à recenser les violations des droits de l'homme ciblant les droits des personnes intersexes, y compris la prévalence des opérations chirurgicales de « normalisation » intersexes forcées, parfois appelées « mutilations génitales sur les intersexes » (MGI). Les ambassades des États-Unis ont pour obligation de signaler ces procédures abusives par lesquelles des bébés ou des jeunes intersexes sont soumis à des opérations chirurgicales nocives et médicalement inutiles, sans leur consentement éclairé. Contrairement aux soins visant à affirmer le genre des personnes transgenres, les

chirurgies intersexes sont imposées à des nourrissons et à des enfants avant qu'ils ne soient en âge d'exprimer leurs propres souhaits, comportent des risques élevés de dommages physiques et psychologiques graves et ont été considérées comme une forme de torture dans les établissements de santé par les Nations Unies. Toute information sur les efforts locaux visant à interdire de telles procédures devrait être portée à l'attention de l'ambassade afin d'être incluse dans le rapport annuel du département d'État sur les droits de l'homme. De même, les cas d'infanticide liés à l'intersexualité, ainsi que la discrimination à l'encontre des personnes intersexes dans la société, devraient être signalés à l'ambassade des États-Unis.



## Annexe B : modèle de correspondance

- Exemple de courriel adressé au responsable des rapports sur les droits de l'homme à l'ambassade des États-Unis
- Modèle de document d'information destiné au responsable des droits de l'homme de l'ambassade des États-Unis dans la « République d'Oz »
- Évolution des droits de l'homme des personnes LGBTQI+ au sein de la « République d'Oz »
  - Statut légal
  - Contexte social actuel
  - Médias

## Exemple de courriel adressé au responsable des rapports sur les droits de l'homme à l'ambassade des États-Unis

*[Insérer la date]*

*Cher (Chère) [insérer le nom du responsable des rapports sur les droits de l'homme à l'ambassade ou écrire « Représentant de l'ambassade des États-Unis » si vous envoyez ce courriel vers une adresse électronique générale] :*

*Notre organisation, [insérer le nom de l'ONG et le site Web, si vous en avez un], soutient les droits de l'homme de la communauté LGBTQI+ dans ce pays. Nous avons constaté que l'ambassade a fait état des tendances en matière de protection des droits de l'homme des membres de la communauté LGBTQI+ dans les récents rapports du Département d'État sur la situation des droits de l'homme. Nous prenons ainsi contact avec vous étant donné que notre organisation aimerait travailler avec vous dans le but de vous fournir des informations supplémentaires pour le rapport de l'année prochaine. Nous espérons également vous présenter notre organisation afin que vous puissiez compter sur nous comme source d'information et d'engagement en ce qui concerne les préoccupations LGBTQI+ à l'avenir.*

*Seriez-vous disponible pour une rencontre afin de discuter de ces questions plus en détail ? Je serais disponible pour une rencontre en personne, par téléphone ou par Internet.*

*Notre organisation a été très heureuse de constater que les droits des LGBTQI+ préoccupent l'ambassade ainsi que les Américains qui lisent le rapport du Département d'État. Nous serons ravis de travailler avec vous pour contribuer à ces rapports et à votre engagement sur les questions LGBTQI+ en général.*

*Cordialement,*

*[Insérer le nom et les coordonnées]*



## Modèle de document d'information destiné au responsable des droits de l'homme de l'ambassade des États-Unis dans la « République d'Oz »

*Il s'agit d'un modèle de document d'information rédigé par un groupe de défense des droits LGBTQI+ dans un pays fictif (la République d'Oz) et adressé au responsable des droits de l'homme au sein de l'ambassade des États-Unis dans ce pays. Ce modèle fournit un exemple du type d'informations que le responsable des droits de l'homme recherchera pour rédiger le rapport annuel sur les droits de l'homme de l'ambassade. (Voir la section concernant les rapports sur les droits de l'homme à la page 6.) Les ambassades des États-Unis rédigent normalement leurs rapports sur les droits de l'homme en août ou en septembre, puis les envoient à Washington pour un examen plus approfondi. Essayez de contacter l'ambassade en juin ou juillet pour fournir ce type d'informations à l'ambassade avant la rédaction de la version préliminaire.*

### Évolution des droits de l'homme des personnes LGBTQI+ au sein de la « République d'Oz »

#### Statut juridique

*Le code pénal de la République d'Oz stipule que les relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe sont passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à 14 ans d'emprisonnement. L'année dernière, au moins trois personnes ont été arrêtées en vertu de cette disposition. L'une des personnes a été condamnée. Deux ont été libérés sous caution. Les charges retenues contre elles ont rendu leur vie extrêmement difficile et l'une d'entre elles se cache actuellement. Des articles de journaux concernant les arrestations sont joints. Il serait particulièrement utile que l'ambassade des États-Unis rende compte de ces trois cas et réclame une visite à l'homme détenu en prison afin de faire le point sur ses conditions de détention. Nous sommes très inquiets pour sa sécurité en détention.*

*Outre ces trois arrestations, la police persécute et détient régulièrement des personnes soupçonnées d'être membres de la communauté LGBTQI+. Les forces d'élite de la sécurité présidentielle, appelées familièrement les « singes volants », sont particulièrement connues pour les mauvais traitements qu'elles infligent aux membres de la communauté LGBTQI+ et à d'autres « indésirables sociaux ». Les policiers et les agents de sécurité exigent souvent des personnes LGBTQI+ qu'elles versent un pot-de-vin pour éviter d'être détenues ou pour être libérées pendant leur détention. La police encourage parfois la violence en plaçant les personnes dans de grandes cellules communes et en annonçant aux autres détenus qu'ils partagent une cellule avec un membre de la communauté LGBTQI+.*

*Les personnes transgenres ne sont pas autorisées à modifier leurs identifiants de genre sur leur carte d'identité sans une ordonnance du tribunal, ce qui est très difficile, voire impossible à obtenir. Elles sont harcelées par la police et souvent détenues au nom de lois obsolètes qui interdisent de « se travestir » et de manifester un « comportement indécent » en public.*

*Les pratiques de thérapie de conversion consistant à vouloir modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne sont fréquentes. Beaucoup sont pratiquées dans un contexte religieux, mais certaines sont menées dans des hôpitaux et des centres de détention. Il n'existe aucune loi interdisant ou limitant les thérapies dites de conversion et les jeunes sont souvent soumis à ces pratiques dangereuses contre leur volonté. Des représentants du gouvernement encouragent publiquement les parents à envoyer leurs enfants dans ces établissements.*

*La situation des personnes intersexes est mal perçue et les bébés intersexes sont soumis à des opérations chirurgicales dites de « normalisation » sans le consentement éclairé de leurs parents. Une fois adultes, ces enfants sont rarement informés qu'ils sont nés avec des traits intersexes et, dans de nombreux cas, leurs parents ne le savent pas ou ne le comprennent pas non plus. Notre organisation entreprend de sensibiliser les médecins et les hôpitaux aux préjudices physiques et sociaux causés à long terme par ces chirurgies intersexes inutiles.*

*Notre organisation a rédigé un rapport à l'intention des Nations Unies faisant état de ces préoccupations et demandant que le Conseil des droits de l'homme réagisse à ces violations des droits de l'homme. Une copie de ce rapport est jointe en annexe.*

## Contexte social actuel

*Les membres de la communauté LGBTQI+ ont peu de chances d'accéder à l'éducation et à l'emploi. De plus, la discrimination sociétale demeure très sévère. La République d'Oz se classe régulièrement parmi les pays les moins développés en termes d'espérance de vie, d'éducation et d'indicateurs généraux de pauvreté. Même dans ce contexte, la communauté LGBTQI+ est touchée de manière disproportionnée par toutes ces tendances sociales.*

*Ces dix dernières années, la montée de la pauvreté, la forte crise du VIH/SIDA et l'impact durable de la COVID-19 ont entraîné une détérioration remarquable de la santé et du niveau de vie de la communauté LGBTQI+. Les membres de la communauté LGBTQI+, ou sont perçus comme étant des membres de cette communauté, sont souvent licenciés par leur employeur, expulsés de l'école, et se voient refuser l'accès aux services publics, y compris les services de santé, ou au logement. Les rapports (ci-joints) de certains prestataires de services internationaux de lutte contre le VIH/SIDA dans le pays font état de cette exclusion sociale extrême.*

*Les actes de violence ciblant les membres de la communauté LGBTQI+ constituent également un problème important. La police enquête rarement et refuse souvent de déposer plainte lorsque les victimes de violences à l'encontre des LGBTQI+ tentent de dénoncer les crimes. Des agressions sexuelles récentes ont visé des femmes lesbiennes, certains rapports suggérant que certains des agresseurs cherchaient à « guérir » les victimes en les forçant à avoir des rapports hétérosexuels. L'une de ces femmes a été tuée. Des rapports alarmants signalent également que des travailleurs du sexe transgenres sont tués dans des circonstances suspectes. À ce jour, ces rapports n'ont pas fait l'objet d'une enquête de la police. Des articles de presse décrivant certains de ces incidents sont joints en annexe.*

### **Médias**

*Tout au long de l'année, certains journaux locaux ont publié des articles dénigrants à l'égard des membres de la communauté LGBTQI+, laissant entendre qu'elles tentent d'abuser des enfants de la région et qu'elles portent atteinte aux valeurs sociales. Vous trouverez ci-joint une copie de l'un de ces articles. Comme vous le constaterez, ces articles ne reposent sur aucun fait réel, mais plutôt sur des stéréotypes et des préjugés.*

The Council for   
**Global Equality**

Promotion de l'inclusion de la communauté  
LGBTQI+ dans la politique étrangère des États-Unis